

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'INSAISSABILITÉ DES RENTES SUR L'ÉTAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 17 décembre 1897

Par M. L. VILLEMINOT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DE HAÏPHONG

Président : M. CHAVEGRIN, professeur.

*Suffragants : { M. LESEUR, professeur.
 { M. BERTHELEMY, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE

ÉDOUARD DUCHEMIN

48, Rue Soufflot, 48

1897

THESE

ES DOCTORAT

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552016_0025

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'INSAISSABILITÉ DES RENTES SUR L'ÉTAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 17 décembre 1897

Par M. L. VILLEMINOT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DE HAÏPHONG

Président : M. CHAVEGRIN, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. LESEUR, professeur.} \\ \text{M. BERTHELEMY, agrégé.} \end{array} \right.$



PARIS

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE

ÉDOUARD DUCHEMIN

18, Rue Soufflot, 18

1897

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



DE L'INSAISSABILITÉ

Des rentes sur l'Etat

HISTORIQUE

Les rentes existaient déjà sous l'ancien régime et on peut dire qu'en réalité la dette publique remonte à François 1^{er}. C'est ce roi qui, le premier, pour faire face aux dépenses que ne parvenaient pas à couvrir les revenus du domaine et les impôts, consentit par l'édit du 15 octobre 1522 une première aliénation de rentes « à perpétuel rachat et réméré » ; ce furent les rentes de l'Hôtel de Ville. L'édit affectait en même temps au paiement des arrérages un revenu particulier du domaine. C'est dans de pareilles conditions que furent consenties en très grand nombre d'autres aliénations de rentes sous François 1^{er} lui-même et sous ses successeurs, si bien que la plupart des revenus de la Couronne devinrent ainsi peu à peu le gage des rentiers.

Les rois ne pouvant plus donner cette garantie à leurs

prêteurs en cherchèrent une dans un autre ordre d'idée ; pour se procurer plus facilement les capitaux dont ils avaient besoin ils firent de certaines rentes des biens privilégiés à l'égard des créanciers des rentiers.

C'est ainsi que les rentes émises en vertu de l'édit du 7 juin 1676 étaient déclarées insaisissables entre les mains des étrangers qui en deviendraient propriétaires ; que celles constituées en vertu de l'édit de novembre 1689 furent exemptées de tout droit de saisie même pour deniers du roi. Furent de même déclarées insaisissables « pour quelque cause et prétexte que ce pût être, fût-ce pour les affaires du roi », les rentes viagères et tontinières créées en 1743 et les arrérages des tontines de 1733 et 1744.

En somme, dans notre droit les rentes ne jouissaient pas d'une façon générale d'une situation privilégiée. Elles faisaient en principe partie du gage général des créanciers.

Cependant, bien que d'une application très restreinte et, par conséquent, sans grande portée, le bénéfice d'insaisissabilité existait sans la moindre ambiguïté.

Il était intéressant pour nous, au début de cette étude, de constater que ce n'était pas une idée neuve au moment de la Révolution que de soustraire les rentes aux poursuites des créanciers dans un intérêt de crédit public.

La loi du 24 août 1793, portant création du grand livre

de la dette publique, maintint le principe auquel les rentes n'avaient cessé d'être soumises sous l'ancien régime, à savoir qu'elles faisaient partie du gage des créanciers, et comme le titre des rentiers devenait unique, le privilège d'insaisissabilité conféré à certaines rentes devait disparaître.

Cette loi prévoit en effet que des oppositions pourront être faites sur les objets portés au grand livre et que ces oppositions pourront être de deux sortes : les unes au remboursement ou à l'aliénation du capital, les autres au paiement des arrérages.

Art. 185 : « *il pourra être formé sur les objets compris dans le Grand livre de la Dette publique deux sortes d'oppositions, les unes sur le remboursement ou l'aliénation de la propriété, les autres sur le paiement annuel* ».

Mais pour ne pas engager la responsabilité du Trésor et entraver la circulation des titres pendant un temps trop considérable, l'art. 192 de la même loi décidait que « *les oppositions formées soit à la Trésorerie nationale soit entre les mains des payeurs locaux duraient trois années à compter du jour de leur visa* » ; qu' « *à l'expiration de ce terme elles étaient nulles et comme non avenues* ».

Ces oppositions ne laissaient pas cependant de faire naître certaines complications pour le trésor et de constituer une véritable gêne pour la négociation et la transmission des rentes. La loi du 21 messidor an V tenta de

remédier à cette situation en bornant dans sa durée le droit d'opposition : « *il ne sera plus admis d'oppositions à la charge des vendeurs d'inscriptions sur le Grand Livre de la Dette publique, après que les transferts et extraits des inscriptions vendues auront été visés sans opposition par le conservateur établi près la trésorerie nationale* » ; cette résolution était précédée des considérants suivants qui expliquent clairement à quelle préoccupation obéissait le législateur : « considérant qu'il importe, tant au crédit public qu'à l'intérêt privé, de faire cesser le plus promptement possible les inconvénients auxquels donnent lieu les lenteurs qu'éprouve, à la Trésorerie nationale, l'expédition des certificats de nouvelle propriété qui se délivrent aux acquéreurs d'inscription sur le grand livre de la Dette Publique ».

C'est alors que l'Etat se trouva aux prises avec des difficultés extérieures et intérieures qui provoquèrent une crise financière. La guerre étrangère absorbait toutes les ressources du trésor ; les domaines nationaux dont la propriété ne semblait pas assez sûre aux acquéreurs ne se vendaient qu'à vil prix et les assignats émis en représentation de leur valeur subissaient une dépréciation considérable. La banqueroute fut résolue par la loi du 9 vendémiaire an VI partielle il est vrai, et déguisée sous le nom de consolidation du tiers. On remboursa les deux tiers de la dette en « bons au porteur admissibles en paiement des domaines nationaux » ; quant au dernier tiers

il prit le nom de tiers consolidé et fut affranchi de toute retenue présente et future. C'est à la suite de cette mesure dont le crédit public avait été fortement ébranlé que fut votée la loi du 8 nivôse an VI, « relative à la formation d'un nouveau Grand livre du tiers consolidé de la dette ».

L'article 4 décidait qu' « à l'avenir il ne serait plus reçu d'opposition sur le tiers conservé de la dette publique inscrit ou à inscrire ».

Quelque temps auparavant une loi du 24 frimaire an VI « relative à la liquidation de l'arriéré de la dette publique » avait déclaré que la République renonçait sur les $\frac{2}{3}$ susceptibles de remboursement à l'utilité des oppositions faites en son nom et que le remboursement des $\frac{2}{3}$ de la dette publique ne serait pas suspendu par les anciennes oppositions qui tiendraient seulement sur le tiers consolidé inscrit.

Quant à la loi du 8 nivôse an VI elle était précédée d'un rapport qui a joué comme nous le verrons un tel rôle dans l'interprétation de la loi que nous ne pouvons nous dispenser de le reproduire ici :

Ce rapport est de Vernier et fut prononcé devant le conseil des Cinq-Cents.

« Les rentes sont meubles par leur nature, « dit-il », elles n'étaient réputées immeubles que par fiction et dans quelques coutumes seulement. Il convenait non seulement de rendre les rentes à leur première nature, mais encore de priver les créanciers pour l'avenir de toute espèce de droit, saisie ou opposition, soit sur le capital, soit sur les

arrérages. Les créanciers, prévenus et instruits qu'ils n'auraient point à compter sur cette ressource pour le paiement de la sûreté de leurs créances, régleront à l'avenir leurs transactions en conséquence et se ménageront d'autres sûretés moins sujettes à tromper leur attente. En supprimant ces oppositions, on donne en quelque sorte à ces capitaux, à ces sortes de créances, la valeur et l'effet du numéraire en circulation dont il est si important d'augmenter la masse. On satisfait au vœu du commerce.

Les députés en cette partie ont donné sur cet objet un mémoire au ministre des finances, où ils mettent en évidence les inconvénients qui résultaient pour le crédit public des oppositions admises et des entraves perpétuelles qu'éprouvait la circulation des capitaux. En dernier résultat l'intérêt des créanciers des rentiers se rencontre. Ils trouvaient difficilement à négocier leurs créances : ils étaient forcés de les vendre à perte et à vil prix, tandis que libres et sans aucun danger d'opposition, elles seront portées à un plus haut prix et d'un commerce plus facile ».

Cependant un doute s'était élevé sur le point de savoir si les arrérages devaient être traités comme le capital. La loi du 22 floréal an VII le leva en disposant dans son article 7 « *qu'il ne serait plus reçu à l'avenir d'opposition au paiement des arrérages, à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire de l'inscription* ».

Tels sont les textes fondamentaux qui consacrent au profit des rentes un privilège dont nous devons maintenant déterminer et l'étendue et la portée.

ÉTENDUE DU PRIVILÈGE

Quel est d'abord le champ d'application des dispositions que nous venons de faire connaître.

Les textes de l'an VI et de l'an VII s'appliquent-ils à tous les fonds créés depuis le tiers consolidé, quel que soit leur type, leur taux, la forme des titres.

En l'an VI en effet toutes les rentes étaient perpétuelles, nominatives et aux taux unique de 5 0/0.

Mais depuis cette époque par suite d'émission d'emprunts nouveaux ou de conversions, le taux des rentes a varié de 5 0/0 à 3 0/0. A côté des rentes perpétuelles on a créé en 1878 des rentes amortissables par annuités. Enfin aux titres nominatifs sont venus s'adjoindre pour la facilité des transactions et de la perception des arrérages, les titres au porteur en 1831 (ordonnance des 29 avril, 22 mai 1831) les titres mixtes en 1864 (décret 18 juin 1864).

Pour certaines des nouvelles rentes créées par émissions nouvelles ou conversions, des textes ont expressément prévu l'application du privilège.

C'est ainsi que les lois du 11 juin 1878 art. 3 portant

création du 3 0/0 amortissable, du 27 avril 1883 article 3 autorisant la conversion du 5 0/0 en 4 1/2, du 27 janvier 1894 article 3 décidant la conversion du 4 1/2 en 3 1/2 ont décidé dans des termes identiques que tous les privilèges et immunités attachés aux rentes sur l'Etat sont assurés aux rentes des nouveaux fonds.

Avant ces textes, et depuis pour les fonds qu'ils ne visent pas la doctrine et la jurisprudence ont toujours été unanimes pour reconnaître la généralité du privilège. C'est qu'en effet, comme le dit M. de Bray « le grand livre est un tout uniforme et les variations de l'intérêt sont sans influence sur les privilèges généraux de la dette » (1).

La forme du titre ne doit pas être davantage recherchée pour l'application du privilège.

Pour les rentes nominatives il n'y a point de difficulté, puisqu'elles ont été expressément visées par les lois de nivôse an VI et floréal an VII.

Quant aux rentes au porteur l'ordonnance de 1831 déclare expressément que l'émission des titres au porteur ne changera rien à la nature ni à la qualité de la dette de l'Etat. (V. en ce sens, D. 91. 2. 19. C. de Par's, 19 décembre 1889).

Une circulaire du ministre des finances du 15 juillet 1864 reconnaît que les rentes mixtes doivent suivre le même régime que les rentes nominatives.

1. Répertoire du Droit administratif au mot « Dette publique », p. 573.

Enfin quand les lois de 1878, de 1883 et de 1894 ont fait bénéficier les nouveaux fonds des immunités attachées aux autres rentes, elles n'ont fait aucune distinction entre les titres nominatifs, au porteur ou mixtes.

On peut donc affirmer que le privilège créé par les lois de l'an VI et de l'an VII doit être étendu à toutes les rentes sans qu'il soit nécessaire de tenir compte de la forme du titre, du taux, de l'intérêt ou du mode d'amortissement.

PORTÉE DU PRIVILÈGE

DRIT COMMUN DES VALEURS MOBILIÈRES. — INSAISSABILIT É
SAISSABILITÉ.

Droit commun des valeurs mobilières

Le caractère essentiel de la rente est d'être un droit de créance ; si le débiteur est l'Etat et s'il s'est réservé dans la plupart des cas la faculté de ne jamais rembourser sa dette, la nature juridique du droit n'en reste pas moins la même. Or les créances font partie du patrimoine de celui qui en est titulaire et à ce titre répondent comme tous ses autres biens de ses engagements. Les articles 2092 et 2093 du code civil rappellent et consacrent ce principe fondé sur la plus stricte équité.

Art. 2092 : « *Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir* ».

Art. 2093 : « *Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers* ».

Mais à ce principe il fallait donner une sanction au cas

où le débiteur se refuserait à payer volontairement ses créanciers. Le législateur l'a prévue en organisant au code de procédure civile les voies d'exécution forcée pour chacun des différents biens.

Il en est précisément une spéciale aux créances ; c'est la saisie-arrêt ou opposition décrite au titre 7.

« *Tout créancier* », dit l'article 557, « *peut, en vertu de titres authentiques ou privés, saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur, ou s'opposer à leur remise.* »

« *Dans la huitaine de la saisie-arrêt ou opposition* », ajoute l'article 563, « *le saisissant sera tenu de dénoncer la saisie-arrêt ou opposition au débiteur saisi et de l'assigner en validité.* »

Et, conclut l'article 579, « *si la saisie-arrêt ou opposition est déclarée valable, il sera procédé à la vente et distribution du prix* ».

Notre procédure comprend donc trois phases essentielles : 1^o Défense faite au débiteur de s'acquitter entre les mains de son créancier ; 2^o reconnaissance de la validité de la saisie par la justice ; 3^o exécution proprement dite.

Tel est en quelque sorte le droit commun des créances, selon le Code civil et le Code de procédure civile en ce qui concerne les rapports de leur titulaire et de ses créanciers. C'est ce droit commun relatif à l'exécution forcée que la pratique a étendu aux actions et obligations des sociétés qui n'avaient pas été prévues par le Code de procédure. « En effet », dit M. Garsonnet, (Traité de proc.

civ., t. IV, p. 466), « en matière de saisie de titres nominatifs la procédure à suivre est la suivante : On agit par voie de saisie-arrêt entre les mains de la compagnie à laquelle on fait défense de payer les intérêts et dividendes et de rembourser, le cas échéant, le capital de l'action ou de l'obligation ; puis on demande au tribunal en même temps qu'il prononce sur la validité de cette saisie d'ordonner la vente du titre à la Bourse s'il y est coté et dans le cas contraire, par le ministère d'un notaire. »

Ces quelques explications données, la question qui se pose maintenant à nous, réduite à ses termes les plus simples, est la suivante :

Dans quelle mesure les lois de l'an VI et de l'an VII ont-elles entendu déroger au droit commun des valeurs mobilières ?

Ont-elles voulu mettre les rentes en dehors de l'application du principe d'équité reconnu par les articles 2092 et 2093 et les soustraire ainsi à toute action de la part des créanciers de leur titulaire ? leur seul but a-t-il été de proscrire une procédure, la saisie-arrêt ou opposition entre les mains du Trésor public, débiteur de la rente ?

Telles sont les deux prétentions que nous devons examiner et discuter dans leur fondement et dans leurs conséquences, au seul point de vue des textes qu'elles invoquent, des circonstances qui ont motivé ces textes, des documents législatifs qui les ont précédés. Dans un chapitre suivant, nous les reprendrons pour suivre leur fortune dans l'histoire de la jurisprudence.

Théorie de l'Insaisissabilité.

Suivant une première doctrine, les rentes sur l'Etat sont insaisissables; on entend par là qu'elles sont placées en dehors de toute mainmise des créanciers du titulaire, même au cas où ils n'auraient à former entre les mains du trésor aucune opposition, que nul en un mot sans la volonté de leur propriétaire ne peut exercer sur elles un droit quelconque.

Sur quelles raisons s'appuient les partisans d'une thèse aussi absolue?

Si on dépouille les jugements et arrêts qui l'ont défendue et consacrée, l'argumentation ressort et peut se résumer comme il suit:

La loi de l'an VI édicte dans son art. 4 qu'il ne sera plus reçu à l'avenir d'opposition sur le tiers conservé de la dette publique inscrite ou à inscrire.

A la vérité ce texte n'emploie par le mot d'insaisissabilité mais il ne peut être séparé pour son intelligence ni des termes formels du rapport de Vernier, qui en déterminent sans doute possible la portée, ni des circonstances au milieu desquelles il fut voté et qui expliquent la gravité de la mesure adoptée.

Or voilà comment s'exprime Vernier:

« Il convenait de priver les créanciers pour l'avenir de toute espèce de droit, saisie ou opposition, soit sur le ca-

pital, soit sur les arrérages. — Les créanciers devront se procurer d'autres sûretés moins sujettes à tromper leur attente. »

Les circonstances, c'était les nécessités du Trésor, les conditions graves et inquiétantes dans lesquelles se trouvait le crédit public par suite de la banqueroute. — Ainsi ce que l'exposé des motifs affirme, les conditions économiques de l'époque le justifient. La loi de l'an VII ne fait seulement que confirmer et compléter la loi de l'an VI, indiquant l'accord entre le législateur et l'exposé des motifs qui était explicite au sujet des arrérages.

Les dispositions relatives au transfert témoignent encore en faveur de l'insaisissabilité des rentes. En effet, aux termes de la loi du 28 floréal an VII, article 9, et de l'ordonnance du 14 avril 1819 (titre 2 article 6), « *la déclaration de transfert de propriété doit être signée du propriétaire de la rente ou de son fondé de procuration spéciale* ».

La volonté du titulaire est donc essentielle pour que ce transfert puisse avoir lieu. Toute possibilité de recourir à une expropriation forcée, en vertu d'une décision de justice se trouve exclue, et par suite, les rentes doivent être rangées dans la classe des biens déclarés insaisissables par la loi, dont parle l'article 381 du code de procédure civile ; ce dernier texte sans aucun doute a eu en vue les rentes sur l'Etat.

Enfin, si de ce fait que le mot même d'insaisissabilité n'avait pas été employé, quelque doute pouvait subsister,

il a été levé par les lois de 1878, 1883, 1894 précitées, qui décident expressément que les nouvelles rentes sont insaisissables conformément aux dispositions de la loi du 8 nivôse an VI et de floréal an VII (1).

Tel est le système de l'insaisissabilité et l'argumentation sur laquelle il s'appuie. Si nous cherchons à en indiquer les conséquences, très largement, car nous aurons à revenir sur certaines de ses applications particulières, nous constatons que l'accord n'existe plus entre ses adeptes, car les uns estiment que pour quelque raison que ce soit, que quelle soient les circonstances de l'affaire, le transfert ne peut être opéré sans la volonté du titulaire.

Puisque disent-ils, les rentes sont en dehors du gage des créanciers, ceux-ci ne pourront attaquer par l'action Paulienne les contrats relatifs à ces rentes (Tribunal de la Seine, 2^e chambre, 30 janvier 1896. D. 97.2.17).

Toute opposition sera interdite, non seulement entre les mains des agents du Trésor, mais entre celles de tiers qui détiendraient des titres (D. 97, 2. 17, 2^e espèce. Tribunal de la Seine, 11 novembre 1896. *Le Droit*, 21 novembre 1896).

C'est ainsi que les créanciers d'un héritier ne pourront

1. Voir notamment pour le développement de ces arguments : Arrêt de la Cour de Paris 3^e chambre, 7 août 1896. D 97 2. 113.

Tribunal de la Seine 5^e chambre, 11 nov. 1896 le *Droit* 21 novembre 1896 cour de Paris, 3^e chambre 19 décembre, 1895, le *Droit* 23 août 1896. Tribunal de la Seine 2^e chambre, 30 janvier 1896. D. 97, 2, 17.

pas s'opposer à ce que le notaire liquidateur délivre à cet héritier un titre de rente de la succession lui revenant d'après le partage (D. 90. 2. 61. D. 93. 2. 122).

Les créanciers intervenant dans un partage ne seront pas admis à demander que les rentes sur l'État appartenant à leur débiteur leur soient attribuées. (Cour de Paris, 3^e chambre 19 décembre 1895. *Le Droit*, 21 août 1896. Cour d'Angers, 10 janvier 1893. D. 93, 2, 111).

Si la succession ne comprend que des rentes sur l'État il faudra refuser aux créanciers toute intervention au partage.

Les créanciers du titulaire décédé pas plus que ceux de l'héritier n'auront de droit sur les rentes de la succession (D. P. 80. 1, 69), même si l'héritier n'a accepté que sous bénéfice d'inventaire (Paris, 14 avril 1849, D. 49, 2. 190).

Le syndic de la faillite ne pourra obtenir la remise entre ses mains d'un titre de rente appartenant au failli et le faire vendre au profit de la masse (D. 84. 2, 94).

Enfin si les rentes ne rentrent pas dans le gage général des créanciers, à plus forte raison ne pourront-elles faire l'objet d'un gage spécial, à moins d'un texte formel de loi (Voyez pour l'indication de ces diverses conséquences, Glasson, note D. P. 1894, 1.497).

D'autres choqués par l'iniquité de certaines de ces décisions, tout en continuant à affirmer que les rentes étaient soustraites aux articles 2092 et 2093 du C. civ. ont cherché à éluder la rigueur de ces conséquences par

l'application de règles tirées d'autres dispositions législatives.

C'est ainsi qu'ils sont arrivés, notamment en matière de faillite (S. 60, 1.418), de succession, de nantissement, à reconnaître la validité de transferts autorisés et ordonnés par justice sans l'intervention directe du propriétaire du titre transféré. Nous aurons plus tard à apprécier la légitimité et la valeur juridique de leurs moyens.

Les rentes sont saisissables.

Nous connaissons maintenant les résultats de la théorie de l'insaisissabilité des rentes, soit qu'on en use avec la plus impitoyable logique, soit qu'on cherche à y apporter des limites, à l'adoucir par des tempéraments.

Ils nous ont témoigné que cette théorie est en contradiction avec le principe économique de la libre circulation des biens et surtout qu'elle consacre les iniquités les plus révoltantes.

« Comment » disait éloquemment M. Labbé, (*J. du Palais*, 59, p. 545), « vous devez des aliments à des parents, « à un enfant naturel peut-être ; vous êtes comptable des « deniers d'autrui ; vous avez touché la dot de votre femme ou le prix de ses immeubles qu'elle a eu la faiblesse « de laisser vendre, que la mauvaise pensée vous vienne « de manquer à vos obligations, de garder les sommes que « vous devez rendre aux mineurs dont vous avez géré la

« tutelle, à la femme qui a mis sa confiance en vous ; il
« vous suffira de réaliser votre fortune en rentes sur
« l'État et vous n'aurez plus rien à redouter des condam-
« nations prononcées contre vous ! » Encore, la contrainte
par corps était-elle parfois un moyen efficace de forcer
le créancier à aliéner volontairement ses titres de rentes.

Mais cette dernière et faible sauvegarde du droit des
créanciers a été supprimée par la loi de 1867.

Si nous avons fait ressortir brièvement l'immoralité du
principe de l'insaisissabilité des rentes, ce n'est point pour
en tirer argument contre lui. Nous savons que les consi-
dérations morales si puissantes qu'elles soient ne peuvent
suffire pour entraîner la violation de la loi ; il est trop
vrai peut-être, qu'en droit, l'équité ne prévaut point con-
tre les textes. Mais ce qu'elle peut faire, c'est soumettre
leur interprétation à une rigueur d'autant plus grande
que leur application trop large s'éloignerait plus de la
justice. Telle sera en effet notre méthode. Nous sommes
en présence de textes d'exceptions, gros de conséquences
iniques. Nous nous attacherons à les resserrer le plus
strictement possible dans leurs termes et nous aurons
ainsi concilié autant qu'il se pouvait l'équité et le droit.

Que disent donc ces textes ? est-il vrai que leur sens
manque de clarté et qu'on soit obligé de rechercher leur
interprétation dans des documents étrangers ?

« *Il ne sera plus reçu à l'avenir d'opposition sur le
tiers conservé de la dette publique inscrite ou à ins-
crire* » (article 4, loi du 8 nivôse an VI) ; « *d'opposition* »

dit l'article ; est-ce donc la première fois que le législateur se sert de ce mot pour qu'il semble ambigü ?

Mais non ! la loi du 24 août 1793 article 115 avait déjà dit qu'il pourrait être formé sur les rentes deux sortes « *d'opposition* » : les unes sur le remboursement ou l'aliénation de la propriété ; les autres sur le paiement annuel des arrérages. On ne fait pas de difficultés pour reconnaître qu'il s'agit bien là d'une saisie-arrêt entre les mains des agents du Trésor public.

Quand la loi du 21 messidor an V pour faciliter les transferts décidait qu'il ne serait plus admis « *d'opposition* » à la charge des vendeurs d'inscription sur le grand livre de la dette publique après que les transferts et extraits des inscriptions vendues auraient été visés sans opposition par le conservateur établi près la Trésorerie nationale, était-il possible de donner à ce mot une autre interprétation qu'en 1793 ? Et enfin quand la loi du 22 floréal an VII, déclarait qu'il ne serait plus reçu à l'avenir « *d'opposition* » au paiement desdits arrérages à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire de l'inscription, ne désignait-elle pas encore exclusivement comme les lois précédentes l'opposition entre les mains du Trésor ? dans la loi de l'an VI seule, le mot « *opposition* » serait pris dans une acception différente ? mais cela n'est-il pas inadmissible et contraire à toutes les règles d'une saine interprétation juridique ?

« Et cette loi de l'an VI elle-même », dit M. le substitut Sirvin (*Gazette des Tribunaux* 16, 17 novembre 1896),

« pour n'en pas sortir, qu'on se donne la peine de l'examiner non point dans son article 4 toujours et uniquement invoqué mais au contraire dans l'économie générale du texte entier.

Article 1^{er}. — « *Il sera formé un nouveau grand livre du tiers consolidé des parties de la dette publique précédemment inscrite ou à inscrire.* »

Art. 3. — « *Il ne sera pas fait d'inscription de somme procédant du tiers consolidé inscrit ou à inscrire au dessous de 50 fr. de rente.* »

Art. 4. — « *Il ne sera plus reçu à l'avenir d'opposition sur le tiers conservé de la dette publique inscrite ou à inscrire.* »

Que dit l'article 4 ? « il ne sera plus reçu... » comme l'article premier dit « il sera formé..... » comme l'article 3 dit « il ne sera pas fait..... »

Or, article 1^{er} : « il sera formé » par qui ? par l'Etat ; article 3 : « il ne sera pas fait... » par qui ? par l'Etat ; et alors nous arrivons à l'article 4 : « il ne sera plus reçu » par qui ? Est-ce que la logique et le bon sens ne dictent pas la même réponse : « il ne sera plus reçu... » ; par qui ? par l'Etat. Comment les mêmes mots qui, dans les articles 1^{er} et 3 visent l'Etat, pourraient-ils avoir dans l'article 4 une autre signification et s'étendre dans cet article à toutes autres personnes tandis que les articles 1^{er} et 3^e définissent uniquement le rôle de l'Etat ? »

Donc, l'insaisissabilité n'est pas dans les textes et M. Lyon-Caen, partisan de cette doctrine, en fait l'aveu

dans une note sous les arrêts de 1894 (1) : « Il faut reconnaître » dit-il « que le texte des dispositions de ces lois pris à la lettre n'interdit que l'opposition c'est-à-dire la saisie-arrêt du Trésor public. » Mais cette constatation ne serait-elle pas à elle seule suffisante pour prouver que notre opinion est la vraie ? Quand un texte est précis comme celui que nous venons d'analyser, est-il besoin d'aller en chercher un autre sens dans des rapports législatifs ? Quand un texte est d'exception n'est-ce pas à la lettre qu'il doit être pris ?

Cherchons cependant si on a pu avec raison opposer l'exposé des motifs à la loi, si l'insaisissabilité absente des textes était dans la pensée, dans l'intention du législateur ; pour cela sans nous en tenir à l'unique phrase toujours invoquée par nos adversaires, achevons la lecture du rapport.

« En supprimant ces oppositions, on donne en quelque sorte à ces capitaux, à ces sortes de créances, la valeur et l'effet du numéraire en circulation dont il est important d'augmenter la masse ; on satisfait aux vœux du commerce. Les députés, en cette partie, ont donné sur cet objet un mémoire au ministre des finances où ils mettent en évidence les inconvénients qui résultaient pour le crédit public des oppositions admises et des entraves perpétuelles qu'éprouvait la circulation de ces capitaux. En dernier résultat, l'intérêt des créanciers (c'est-à-dire des rentiers) s'y rencontre ; ils trouvaient difficilement à négocier

1. S. 95. 1. 5.

cier leurs créances ; ils étaient forcés de les vendre à vil prix, tandis que libres et sans danger d'opposition elles seront portées à un plus haut prix et d'un commerce plus facile ».

Suivant nous, l'intention du législateur, telle qu'elle ressort de ces explications est la suivante : donner aux rentes la valeur du numéraire, faciliter leur circulation, étendre leur marché, enfin, les rendre propres à la spéculation, car l'accroissement du nombre des titres en circulation et l'élévation du cours de la rente devaient en résulter. Mais pour cela il fallait que la propriété en fût transmise rapidement, immédiatement, sans que l'acquéreur fut astreint à des vérifications embarrassantes. Il fallait que la vente fût définitive, irrévocable, comme si au lieu d'un titre de rente, c'eût été un numéraire qui avait été échangé. Or, la loi de 1793 et la loi de l'an V avaient fait un premier pas dans cette voie, la première en unifiant les rentes et en enlevant à celles qui l'avaient conservé le caractère de droits immobiliers, la seconde en limitant la durée du droit d'opposition. Mais ce n'était pas assez, pour la prompte circulation de ces titres, de restreindre ce droit; il fallait le supprimer, de telle sorte, comme le dit d'une façon très saisissante M. Sirvin (*loco cit.*), qu'il n'y eût plus désormais à s'inquiéter de ces sortes d'inscriptions hypothécaires qui pouvaient se trouver inscrites au Trésor.

Telle fut l'œuvre de la loi de l'an VI; tel fut, en y ajoutant le désir de débarrasser la comptabilité nationale

de difficultés incessantes, le but d'intérêt général poursuivi par elle.

Indirectement les rentiers y trouvaient bien leur compte puisque la valeur des rentes devait s'accroître et c'est pour cela que Vernier ajoutait à la fin de son rapport : « en dernier résultat l'intérêt des rentiers s'y rencontre » ; cette phrase nous paraît être d'un grand poids en faveur de notre argumentation car sans aucun doute ce n'est pas ainsi que se serait exprimé le rapport si l'intérêt des rentiers avait été le but unique, la raison d'être de la loi. Quant au passage cité par nos adversaires, il s'explique assez par cette considération qu'on portait déjà une très grave atteinte aux droits des créanciers en privant ces derniers de la procédure de l'opposition. Cette seule interdiction pouvait souvent en fait les laisser sans recours et il n'y a rien d'étonnant à ce qu'on les engageât à « se munir de sûretés moins propres à tromper leur attente ».

Ainsi l'intention du législateur telle qu'elle ressort de la suite des mesures que nous avons rappelées et de l'exposé des motifs lui-même, loin d'être contraire aux textes les corrobore et permet d'affirmer encore plus sûrement qu'ils n'ont voulu défendre que les oppositions au trésor public.

On nous a opposé, il est vrai, les textes sur les transferts qui exigent le concours volontaire du titulaire à toute aliénation et aussi les lois de 1878, 1883, 1894 qui prononcent le mot d'insaisissabilité.

De ces dernières justice sera bientôt faite car il est évi-

dent, comme l'a fait remarquer le tribunal civil de la Seine 1^{re} chambre, jugement 27 novembre 1896, que ces lois, se bornant à dire que les rentes « sont insaisissables conformément aux dispositions des lois an VI et an VII » n'ont pas entendu innover en cette matière.

L'argument qu'on veut tirer contre nous de l'art. 3 de la loi du 28 floréal an VII et de l'art. 6 de l'ordonnance du 14 avril 1819 est plus spécieux ; c'est sur lui que s'appuie principalement la jurisprudence du trésor qui, nous le verrons, est contraire à notre thèse ; il ne nous paraît cependant pas mieux fondé que le précédent.

La loi du 28 floréal an VII est intitulée : *loi relative aux transferts de la dette publique* et son article 3 est ainsi rédigé.

« *Le vendeur se présentera au bureau chargé de recevoir les transferts, pour y faire sa déclaration ; il y remettra l'extrait d'inscription qu'il entend transférer et dont la signature sera biffée en sa présence. Il lui sera expédié un bulletin de cette remise. La minute du transfert sera signée par le vendeur ou son fondé de pouvoir spécial.* ».

L'article 6 de l'ordonnance du 14 avril 1819 prévoyant la vente des rentes représentées par les inscriptions départementales s'exprime d'une façon analogue : « *l'émarginement et les déclarations seront signées du propriétaire de la rente ou d'un fondé de procuration spéciale, assisté d'un agent de change ou à défaut d'un notaire, pour certifier l'individualité des parties, la vérité de*

leurs signatures et celles des pièces produites conformément à l'art. 15 de l'arrêté du 26 prairial an X. »

On peut affirmer, il nous semble, sans crainte d'être contredit sur ce point, que ces textes n'ont certainement pas entendu modifier la situation faite aux rentes par la loi de l'an VI « véritable loi organique de la rente française » de l'aveu même de nos adversaires (Cour de Paris, 3^e chambre, 7 août 1896. D. P. 97. 2. 113). S'ils ne la modifient pas c'est donc qu'ils s'y réfèrent ; c'est elle seule alors qu'il convient d'interroger pour savoir si les rentes sont insaisissables. Or son sens et sa portée nous sont maintenant connus.

D'autre part, les termes de la loi du 28 floréal an VII ne sont pas assez catégoriques, et ceux de la loi de l'an VI sont trop nets et trop précis pour qu'on puisse prétendre que le premier de ces textes doit servir à interpréter le second et que cette interprétation nous est contraire.

En effet, les articles en question ne disent pas : la minute du transfert ne pourra être signée que par le vendeur ou son fondé de pouvoir spécial, mais : « la minute du transfert sera signée par le vendeur ou son fondé de pouvoir spécial. » On peut donc soutenir que ces textes ont statué de *eo quod plerumque fit*, c'est-à-dire dans l'hypothèse d'une vente volontaire.

S'ils ont exigé le consentement du titulaire, ce n'est point comme une consécration de la prétendue insaisissabilité des rentes, mais comme un moyen de couvrir la responsabilité du Trésor, au même titre qu'une déclaration de

propriété émanée d'officiers publics ou qu'un jugement.

Or, dans l'hypothèse de l'exécution forcée c'est un jugement qui ordonnera le transfert, et par suite, la responsabilité du Trésor sera couverte et le but de la loi atteint.

Nous estimons donc que, puisque les textes de l'an VII et de 1819 n'ont pas voulu modifier la loi de l'an VI, puisqu'ils ne sauraient en fournir une interprétation contraire à ses propres termes, ils doivent s'appliquer en tenant compte des articles 2092 et de 2093 du Code civil auxquels il n'est pas dérogé, et se plier aux conséquences qu'ils entraînent, à savoir, la dépossession du titulaire de la rente sans son consentement.

Mais nous objecte-t-on, quelle marche suivrez-vous pour aboutir à cette dépossession ? quelle procédure emploierez-vous puisque celle de la saisie-arrêt vous fait défaut ?

La pratique avait déjà résolu la question. Elle avait constaté que le trésor ne faisait droit à aucune demande de transfert qui n'était pas appuyée de la production du titre. De cette exigence elle dégageait pour les créanciers une possibilité de réaliser leur gage lorsqu'ils pouvaient s'emparer des titres de leur débiteur ou tout au moins les faire placer sous la main de justice ; ils avaient pour cela deux moyens : les saisir exécuter entre les mains du débiteur, les saisir arrêter s'ils se trouvaient entre les mains d'un tiers.

Le jugement qui reconnaissait la validité de cette saisie devait leur permettre de faire vendre le titre et de requé-

rir utilement le transfert par l'intermédiaire, soit du syndic en cas de faillite, soit d'un séquestre en cas de déconfiture.

Or, cette procédure a été taxée d'illégalité et repoussée, pour la première fois par M. le substitut Bomboy dans ses conclusions à l'audience de la deuxième chambre du tribunal civil de la Seine des 28 décembre 1895 et 2 janvier 1896 (*l'Audience* n° 5829), et tout récemment par M. Glasson, dans une note sous un arrêt de la troisième chambre de la Cour de Paris du 7 août 1896 (D. P., 97.2.113).

« Une telle procédure d'exécution », dit M. Bomboy en parlant de celle que nous avons décrite, « n'est pas dans la loi ; et, quand on vient dire qu'on fait une saisie-arrêt, je réponds : non, vous agissez contrairement aux dispositions de la loi, vous vous mettez en contradiction avec les principes posés par la loi pour l'exécution des créances.

La rente nominative établit un lien de droit entre la personne même du crédi-rentier inscrit sur le grand livre et le trésor public. Quant au titre, qu'est-il donc ? Sinon l'instrument, le procédé au moyen duquel on arrivera à se faire payer les arrérages et à rapporter la preuve de son droit ; mais le droit lui-même ne se confond pas avec la matérialité du titre : donc le jour où les créanciers prétendront saisir des rentes sur l'Etat, ils devront se conformer à la procédure d'exécution établie par la loi ; il leur faudra saisir-arrêter, non pas le titre entre les mains du tiers détenteur, mais le droit dans les mains du

tiers débiteur ; le résultat à la vérité est impossible à obtenir, car la loi de nivôse an VI s'y refuse en interdisant les oppositions au Trésor.

Quant à la saisie-arrêt entre les mains du détenteur du titre, évidemment, elle est possible, elle produit même dans la pratique des avantages certains, elle empêche la circulation et la négociation du titre, mais elle ne dépossède pas, vous l'entendez bien, le propriétaire du droit au capital et aux arrérages qui lui appartient ; il ne peut en être dépossédé que dans les conditions générales tracées par le Code de procédure qui exigent la saisie-arrêt, non pas entre les mains du dépositaire et du détenteur du titre, mais entre les mains du tiers débiteur sur le capital et les arrérages ».

L'objection peut se résumer ainsi pour nous :

En admettant même que les lois de nivôse et de floréal aient voulu seulement empêcher les oppositions entre les mains du Trésor et que les rentes sur l'Etat ne soient pas insaisissables au regard des tiers, il n'y a pas de procédure pour les exproprier et les réaliser.

Et la première réponse il semble est celle-ci :

Si vous reconnaissez que les rentes ne sont point en dehors du gage des créanciers, que seule l'opposition au Trésor public est interdite, votre objection est inadmissible car elle se réduit au raisonnement suivant : les créanciers ont un droit, mais il sera paralysé parce qu'ils ne peuvent user de la voie de droit commun qui le sanc-

tionne, et on ne supplée point aux procédures instituées par la loi.

Eh bien, s'il était vrai comme vous le dites que ces deux principes fussent en conflit, à savoir : chacun répond de ses engagements sur tous ses biens, et : la pratique ne saurait instituer une procédure qui n'est pas dans la loi, nous n'hésiterions pas, et à une iniquité nous préférierions une irrégularité. Mais est-ce donc vraiment un principe qu'il n'y a de procédure que celles décrites par la loi ? N'est-il pas plus juste de dire avec M. Appléton : « un droit existant ne peut jamais être anéanti par l'insuffisance des moyens que le législateur a organisés pour le sanctionner. Sous l'empire de nos lois, au rebours de ce qui se passait dans la législation romaine, le fond domine la forme. Tout droit dans son essence même comporte une action au moyen de laquelle il se réalise dans les faits. Si le législateur a omis de régler les formes de cette action, c'est à la pratique de les établir mais dans aucun cas ce silence ne peut entraîner la ruine du droit » (note D. 97. 2. 17).

Là dessus M. Glasson s'est demandé « s'il était bien exact d'affirmer qu'un droit existant ne pût jamais être anéanti par l'absence d'une procédure destinée à le sanctionner, en d'autres termes, que le fond l'emportât toujours sur la forme ; et il déclare que la solution ainsi présentée est beaucoup trop absolue et conduit à des erreurs manifestes car il y a des cas où il est tout à fait vrai de dire que la forme l'emporte sur le fond : il en donne l'exem-

ple suivant : « toute voie de recours est interdite aux plaideurs contre le juge qui, dans l'exercice de ses fonctions, lui a causé un grave préjudice par l'effet d'une faute lourde ; la loi n'admet en effet la prise à partie qu'en cas de dol du juge. »

Sommes-nous donc ici en présence d'un droit paralysé par le défaut de procédure ? il nous paraît plutôt que la procédure existe mais que c'est le droit qui a été supprimé parce que la loi a jugé que l'exercice en pourrait être abusif et dangereux dans ce cas particulier. Nous sommes loin de notre hypothèse.

Il y aurait donc lieu de mieux distinguer entre le cas où la loi interdit une procédure comme conséquence directe de la privation d'un droit et celui où l'on veut déduire la suppression du droit de l'interdiction de la procédure pour des raisons d'ordre tout à fait différentes, la simplification de la comptabilité publique par exemple.

Puis quand M. Glasson ajoute que ce qui est vrai des voies de recours (nous venons de voir comment il fallait comprendre cette vérité), l'était également des voies d'exécution, qu'il n'est pas permis d'en créer à côté de celles que reconnaît la loi, ni de modifier celles que la loi a organisées, n'est-il pas à son tour trop absolu ?

Pourquoi un débiteur a-t-il le droit de n'être dépossédé que conformément à la loi ? et d'une façon plus générale, pourquoi l'observation des lois de procédure doit-elle être rigoureuse ?

C'est qu'elles constituent une sauvegarde pour le droit

des parties ; c'est qu'elles garantissent le débiteur, contre une dépossession, injuste parce que les droits du créancier ne seraient pas suffisamment constatés, préjudiciable parce qu'elle serait trop hâtive.

Or s'il est vrai que la procédure créée par la pratique et que nous défendons s'écarte de la saisie-arrêt telle que la définit le code de procédure, où est la dérogation ? Qui atteint-elle ? Supprime-t-elle une garantie ? Qui pourra s'en plaindre ?

La saisie-arrêt est faite entre les mains du détenteur du titre et non entre celles du débiteur-rentier. Toute la différence est là. Mais dans la procédure normale de la saisie-arrêt, la seule garantie du débiteur n'est-elle pas dans le jugement qui reconnaît le droit des créanciers, dans les formes de la vente qui assurent l'équité du prix.

S'il peut exiger de n'être dépossédé que dans les conditions tracées par le code de procédure n'est-ce pas de celles-là seules que nous venons d'indiquer qu'il peut se réclamer ? et notre procédure ne la lui garde-t-elle pas toute entière ?

L'opposition entre les mains du débi-rentier n'a d'autre but que de l'empêcher d'acquitter sa dette et de le rendre responsable de tout paiement fait au mépris de cette opposition ; et cette fois ce sont bien les intérêts des créanciers, rien que leurs intérêts que la loi sauvegarde.

Mais alors si, privés de l'opposition au Trésor, ils arrivent au même résultat par la saisie-arrêt entre les mains du détenteur du titre, empêchant ainsi la circulation et la

négociation de ce titre, en bonne justice que faudra-t-il penser de la protestation du débiteur dont les garanties sont restées intactes ?

Ainsi, s'il est vrai, nous l'avons soutenu et prouvé qu'on ne peut déduire ni des textes ni des documents législatifs, l'insaisissabilité des rentes *erga omnes*, on ne peut prétendre que de l'interdiction prononcée par la loi de l'an VI d'user de la procédure normale, résulte pour les créanciers une impossibilité absolue de faire valoir leur droit.

Quant aux conséquences de notre système, elles sont simples et sans divergences.

C'est en effet, sauf relativement à la saisie-arrêt, le droit commun des rapports entre créanciers et débiteurs qui doit être appliqué ; les rentes seront comme tous les autres biens du débiteur saisissables à la requête de ses créanciers, dans tous les cas où cette saisie ne nécessitera pas l'intervention du Trésor.

La saisie-arrêt des titres entre les mains d'un notaire, d'un banquier, d'un tiers quelconque dépositaire devra être validée. Si au cours d'une saisie-exécution un huissier trouve des titres de rente appartenant au débiteur il devra les mettre sous scellés après les avoir mentionnés au procès-verbal de saisie et les tribunaux appelés à valider la saisie pourront en ordonner la vente à la requête des créanciers. En un mot les porteurs de rentes seront, vis-à-vis de leurs créanciers, dans une situation

identique à celle des porteurs d'actions ou d'obligations des sociétés, sauf à un seul point de vue : leurs rentes ne pourront pas être saisies-arrêtées entre les mains des agents du Trésor comme peuvent l'être les actions et obligations entre les mains de la société débitrice.

Essayons de préciser en quelques mots les suites de cette restriction. Il y a lieu, tout d'abord, de distinguer entre les rentes au porteur et les rentes nominatives.

Les premières n'établissent aucun lien de droit entre la personne même du crédi-rentier et le Trésor public, et la procédure de la saisie-arrêt ne leur saurait être appliquée. Le titre se confond comme disent les arrêts avec le droit dont il est la représentation, c'est purement et simplement un meuble corporel. Il est donc soumis aux mêmes voies d'exécution que ces meubles et le droit commun ne reçoit en ce qui les concerne aucune atteinte.

Il n'en est point de même des rentes nominatives qui précisément, à raison de ce lien de droit entre la personne du crédi-rentier et du débi-rentier devraient normalement s'exécuter par voie d'opposition au Trésor.

La loi de l'an VI en prohibant cette opposition réduit les créanciers à saisir-arrêter non plus le droit dans les mains du tiers débiteur, mais le titre entre les mains du tiers détenteur. Or, si comme nous l'avons vu cette procédure est licite et parfois efficace, puisqu'elle arrête la circulation et la négociation du titre, elle est insuffisante pour protéger entièrement les droits des créanciers, car s'ils ne réussissent pas à mettre la main sur le

titre, ce qui sera fréquent, ils ne pourront pas réaliser leur gage. En effet d'une part le débiteur ayant conservé son titre libre d'opposition pourra l'aliéner sans difficulté et d'autre part, le Trésor repousserait toute demande de transfert faite par des créanciers qui ne reproduiraient pas le titre.

HISTOIRE DE LA JURISPRUDENCE

Dans les chapitres qui ont précédé nous avons cherché quelle était la portée des textes des l'an VI et l'an VII, et par la discussion de ces textes nous avons établi que des deux doctrines en présence, l'une faisant des rentes une catégorie de biens spéciaux soustraits à toute action des créanciers, l'autre ne considérant comme interdite que l'opposition au Trésor, cette dernière était la vraie. Demandons-nous maintenant quel a été dans l'histoire de la jurisprudence le sort de ces deux opinions contraires, quelle est l'orientation, actuelle des cours et tribunaux.

Dans les années qui suivirent la promulgation des lois de l'an VI et de l'an VII la jurisprudence, d'ailleurs peu abondante, reconnut d'une manière unanime le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat, tel que nous l'avons défini, et l'appliqua sans divergences dans sa rigueur la plus absolue, notamment en ce qui concerne le gage, la

faillite, les successions vacantes, les successions bénéficiaires. C'est ainsi que la cour de Cassation par un arrêt de la Chambre des requêtes du 8 mai 1854 (D. 54. 1. 146) décidait que le dessaisissement produit par l'état de faillite ne s'appliquait pas aux rentes sur l'Etat. En conséquence, le failli conservait nonobstant la déclaration de faillite le droit d'aliéner les rentes sur l'Etat dont il était propriétaire.

La cour de Paris, par un arrêt du 14 avril 1849 (D. P. 49. 2 190), déclarait que le principe de l'insaisissabilité des rentes était tellement absolu que les créanciers d'une succession bénéficiaire dont dépendait une rente ne pouvaient la saisir ni s'opposer à ce qu'elle soit immatriculée au nom des héritiers.

Dans un arrêt du 30 juillet 1853 (D. 54. 2. 70), elle reconnaissait que la loi, dans l'intérêt du crédit public, avait soustrait à toute mainmise de la part des créanciers cette espèce de propriété et que l'application du principe n'était modifiée ni par l'insolvabilité constante de la succession dont dépend une rente sur l'Etat ni par la déconfiture judiciaire déclarée de l'héritier.

On repoussait également la demande d'un créancier tendant à se faire investir d'une rente dépendant de la succession de son débiteur alors même que cette succession était demeurée distincte des biens de l'héritier par l'effet d'une demande en réparation de patrimoine. (C. de Paris, 16 décembre 1848. D. 49. 2. 121).

Mais cette jurisprudence entraînait les inconvénients

les plus graves. Un débiteur malhonnête pouvait acheter des rentes avec l'argent de ses créanciers.

L'héritier pouvait ne pas payer les dettes de la succession ni sur les biens de la succession ni sur les siens en acceptant sous bénéfice d'inventaire.

Le failli pouvait continuer à jouir de ses rentes alors que ses créanciers n'obtenaient qu'un faible dividende.

C'est alors que peu à peu, sans cependant contester encore le principe, ni en critiquer la formule, on chercha à en atténuer les conséquences les plus choquantes, par l'application de règles de droit tirées d'autres dispositions législatives.

On décida que l'héritier bénéficiaire devait tenir compte aux créanciers des rentes qui se trouvaient dans la succession sous peine de déchéance du bénéfice d'inventaire et de poursuite sur ses biens personnels. (Paris, 23 novembre 55. D. P. 56. 2.269. 13 juin 56. D. P. 57. 2. 194).

On admit que les rentes sur l'État pouvaient, comme toute autre valeur, être données en nantissement. (Cour de Paris, 13 janvier, 54. D. 54. 2. 93) : « attendu, » dit la cour, « que les rentes sont, il est vrai, insaisissables, mais qu'il faut distinguer entre l'exécution forcée que le créancier prétendrait exercer sur une rente appartenant à son débiteur et le consentement volontaire donné par le débiteur à ce que le créancier fasse valoir ses droits sur la rente ».

On décida également que le syndic d'une faillite pouvait opérer mainmise sur les titres de rente appartenant

au failli et les faire vendre au profit de la masse des créanciers (Cassat. req. 8 mars 59. D. P. 59. 1. 145).

Du reste, ces brèches faites au principe de l'insaisissabilité n'allaient pas sans résistances, puisque le 31 juillet 1882 (D. 82. 2. 94) la cour d'Aix décidait que le principe d'après lequel les rentes sur l'État sont insaisissables s'applique au profit du titulaire des rentes même au cas de faillite, qu'en conséquence le syndic de la faillite ne peut obtenir la remise entre ses mains d'un titre de rente appartenant au failli et le faire vendre au profit de la masse.

L'arrêt de la chambre civile de la cour de cassation du 8 mars 59 était cependant particulièrement intéressant parce qu'il confirmait dans son dispositif un arrêt de la cour de Lyon dont les considérants portaient : « qu'en interdisant toute poursuite sur ces valeurs, les lois spéciales ont eu pour objet de débarrasser la comptabilité nationale de difficultés incessantes et de faciliter à la fois le service des rentes et le transfert des titres mais qu'il n'est point entré dans l'intention du législateur de créer une nature particulière de biens jouissant d'un privilège exorbitant ».

C'était bien la première fois qu'une Cour contestait la formule de l'insaisissabilité absolue jusqu'ici admise. Mais la chambre civile, tout en maintenant la décision, ne s'approprias pas les motifs et laissa entendre par ceux qu'elle adopta qu'il ne fallait voir là qu'une sorte d'exception dérivant de l'organisation toute spéciale de la faillite, exception qui laissait entier le principe d'insaisissabilité.

« *Attendu qu'aux termes des lois du 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII les rentes sur l'Etat sont insaisissables*; mais qu'autre chose est la saisie ou l'opposition dont ces rentes sont affranchies, autre chose la mainmise qui succède, à l'égard du failli, à son dessaisissement de l'administration de tous ses biens sans exception, que cette mainmise peut sans doute selon les exigences de la faillite être suivie de l'aliénation des rentes sur l'État dépendant de l'actif, mais qu'alors c'est au nom du failli et comme ses mandataires légaux que procèdent les syndics ».

Ce n'est qu'en 1886 que la doctrine jusque-là isolée de la cour de Lyon fut reprise.

Le 19 janvier 1886 (D. 86. 2.233) la cour de Paris décida que les lois du 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII relatives aux rentes sur l'Etat, se bornant à interdire, dans l'intérêt du trésor public et des règles de sa comptabilité, les saisies-arrêts des rentes sur l'Etat, il s'ensuit qu'elles ne sont pas frappées d'une indisponibilité absolue au détriment des tiers, en dehors des hypothèques prévues par les lois du 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII.

A la vérité ce n'est point cet arrêt, nous venons le voir, qui, comme on l'a prétendu, eut la hardiesse de porter le premier la main sur le dogme de l'insaisissabilité. Néanmoins, on peut dire qu'avec lui l'histoire de notre jurisprudence entre dans une nouvelle phase, et à ce point de vue il est capital.

Jusqu'ici l'insaisissabilité des rentes était admise pres-

qu'unanimentement comme une axiome. Personne ne songeait plus à rechercher dans la loi le fondement de ce principe. S'il y avait des divergences dans la jurisprudence elles portaient uniquement sur les conséquences qu'on en devait tirer, et la controverse était restreinte entre les partisans de l'insaisissabilité absolue et ceux de l'insaisissabilité relative.

Désormais la discussion s'élargit, change de terrain. Si l'on cherche des solutions équitables on prétend les obtenir par l'application même des textes soumis à une critique plus sévère, à une interprétation plus étroite.

Si les rentes doivent être attribuées aux créanciers, ce n'est point par des détours plus ou moins juridiques mais parce qu'elles sont saisissables selon la loi.

Telle est la nouvelle doctrine qui vient s'opposer à l'ancienne et dont nous allons suivre les progrès rapides.

Mais auparavant, il faut faire observer que pour avoir un point de départ différent, ses solutions en matière de faillite, de succession, de nantissement seront les mêmes que celles des partisans de l'insaisissabilité relative. Ce sera donc pour nous une tâche parfois délicate que de démêler parmi les arrêts qui dans les matières ci-dessus consacrent les droits des créanciers, ceux qui peuvent être revendiqués par l'un ou l'autre parti ; ce sont bien plus les considérants que le dispositif qui devront nous guider dans ce départ.

Dès 1887 le tribunal civil de Bordeaux, par un jugement du 11 mai (D. 88. 3. 55), valide une opposition formée

entre les mains du notaire liquidateur par les créanciers d'un héritier, à la délivrance d'un titre de rente revenant à leur débiteur, « attendu », dit le jugement « que les lois dont l'application est invoquée n'édicteut que la prohibition de faire des oppositions entre les mains des agents du trésor ; que ces lois ne disent pas en propre terme que les rentes ou les arrérages ne pourront être saisis et qu'il n'est pas permis de suppléer au silence de la loi ; qu'aux termes de l'article 2093 du code civil tous les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers ; qu'il faudrait, pour qu'il pût être dérogé à cette règle, une disposition contraire, claire, précise, et ne prêtant à aucune ambiguïté, etc. »

Le 19 janvier 1892 (D. 92. 2. 90) le tribunal du Mans, dans des circonstances analogues consacre à nouveau le droit des créanciers en s'appuyant sur les mêmes motifs.

Le 16 janvier 1894 (D. 94. 2. 208) la cour d'Amiens autorise l'aliénation des rentes après faillite au profit de la masse des créanciers : « Considérant » dit-elle « que les lois du 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII ne créent pas l'insaisissabilité absolue des rentes sur l'Etat ; qu'elles se bornent à prohiber à leur égard la voie de l'opposition, afin d'assurer leur libre transmission et d'éviter les complications incessantes qui auraient pu se produire dans la comptabilité publique si des saisies-arrêts pratiquées à chaque instant par des créanciers étaient venues mettre obstacle à la négociation des titres ou au paiement des arrérages. »

Mais devant ces progrès de la nouvelle doctrine les partisans de l'insaisissabilité absolue ne désarment pas cependant et on peut relever durant la période qui va de 1886 à 1894 presque autant de décisions de jurisprudence en leur faveur.

La cour de Rouen, par un arrêt du 6 mars 1888 (D. 88. 2. 291), refuse au syndic d'une faillite le droit de comprendre des titres de rente dans l'actif pour en distribuer la valeur aux créanciers : « attendu que les rentes sont insaisissables dans le sens le plus absolu du mot ».

La cour de Rennes, le 31 janvier 1889 (D. 90. 2. 61), annule une saisie-arrêt dont avait été frappé un titre de rente entre les mains d'un tiers détenteur.

Le 21 mars et le 19 décembre de la même année (D. 90. 2. 61. 91. 2. 19.) la cour de Paris 5^e et 6^e chambres, dénie aux créanciers d'un héritier le droit de s'opposer à ce que le notaire liquidateur délivre à cet héritier un titre de rente qui lui revient par suite de la liquidation de la succession à laquelle il était appelé.

La cour d'Angers, par un arrêt du 10 janvier 1893 (D. 93. 2. 111.), consacre la même solution.

Jusqu'ici, bien que la lutte eût été vive, la question restait donc douteuse, sans qu'on pût dire quel parti l'emportait sur l'autre. Les cours et tribunaux avaient seuls pris part au débat. La cour de Cassation n'avait pas encore eu à se prononcer.

Elle le fit, par deux arrêts successifs des 2 et 16 juillet 1894, le premier de la Chambre civile, le second de la

Chambre des requêtes et c'est à la nouvelle doctrine qu'elle apporta l'appui de son autorité.

Cette constatation ressort, il faut le dire, bien moins des solutions données aux espèces soumises à la Cour suprême, que de la façon dont ces solutions sont motivées.

Dans l'affaire de l'arrêt du 2 juillet 1894 il s'agissait, d'un titre de rente sur l'Etat dont la vente était prescrite par le testament pour acquitter divers legs particuliers et la légataire universelle se refusait à procéder à cette aliénation. On pouvait soutenir que le testateur avait entendu ordonner la vente immédiate du titre au profit de ses légataires sans qu'à aucun moment la légataire universelle en fût propriétaire ; que par suite les décisions de la cour ordonnant le transfert pouvaient se justifier autrement que par la saisissabilité des rentes, puisqu'en réalité c'est une question de propriété qu'elle tranchait.

D'autre part, la légataire universelle s'était engagée à remettre aux héritiers naturels du défunt le tiers de ce qui pourrait lui revenir sur l'un des legs particuliers au cas, qui se réalisa, où le legs serait réduit.

« Or, » dit M. Bomboy, dans ses conclusions qui ont précédé le jugement du tribunal de la Seine du 30 janvier 1896 (audience, n° 5829), « les héritiers légitimes étaient plutôt des cessionnaires que des créanciers poursuivant la réalisation d'un gage. Ils avaient droit au transfert de la rente en vertu de la convention elle-même ; on pouvait prétendre que l'article 1144 du Code civil était ici applicable. Quel était, en effet, l'engagement pris par la légata-

taire universelle? Elle s'était obligée à vendre le titre de rente, et à signer le transfert au profit de l'acheteur; en résumé, elle était astreinte à une obligation de faire dont l'exécution, n'impliquant pas une idée de contrainte physique, pouvait être ordonnée par le juge. »

Dans l'affaire sur laquelle statua la Chambre des requêtes le 16 juillet 1894, il s'agissait d'un titre de rente donné par un père de famille à l'un de ses enfants et qui, au moment du décès, existait entre les mains du donataire. Ce dernier refusa le rapport auquel voulaient le contraindre ses cohéritiers. C'est alors que les tribunaux prescrivirent la vente du titre et la remise de son prix à la masse successorale pour rendre possible le partage.

Mais cette solution a-t-elle besoin d'autre fondement que l'article 829 du Code civil qui impose à chaque héritier le rapport des dons qu'il a reçus du *de cuius*, et puisque si le rapport n'est pas fait en deniers ou ne peut l'être, il doit être effectué en nature, ne peut-on pas dire que le titre de rente dont rapport est dû et qui se trouve encore en nature dans le patrimoine de l'héritier, appartient désormais à l'hérédité et que les cohéritiers sont fondés à en réclamer le transfert?

Donc ici encore la question proprement dite de l'insaisissabilité des rentes ne se posait pas.

Nous ne faisons pas de difficulté pour admettre que le 2 juillet comme le 16, la Cour de Cassation eût pu justifier aisément ses décisions par « des règles tirées d'autres dispositions législatives dont l'application pouvait être

faite sans porter atteinte au principe de l'insaisissabilité » (C. de Paris, 3^e ch., 7 août 1896). Mais on est bien forcé de reconnaître qu'elle ne s'en est point tenu là et que ses motifs reproduisant ceux des arrêts de 1886, 1887, 1892, 1894 proclament aussi nettement qu'il est possible que les rentes ne sont point soustraites au droit de gage général des créanciers : « attendu » dit l'arrêt de la chambre civile « que l'application des lois spéciales, doit être strictement renfermée dans les limites fixées par la teneur même de leurs dispositions ; « attendu que du texte de l'article 4 de la loi du 8 nivôse an VI et de celui de l'article 7 de la loi du 22 floréal an VII, il résulte que ces lois, en déclarant insaisissables les rentes sur l'État français, ont eu seulement pour objet d'interdire les saisies-arêts de ces rentes, pratiquées entre les mains du Trésor public, mais qu'elles n'empêchent pas les créanciers, conformément au principe fondamental, écrit dans les articles 2092 et 2003 Code civil, de se faire attribuer par la justice la rente sur l'Etat que leur débiteur est appelé à recueillir dans une succession, du moment que le transfert ne nécessite aucune saisie préalable ». Ajoutons entre les mains du Trésor public puisque l'arrêt dit que celles-là seules sont interdites.

L'arrêt de la chambre des requêtes n'est pas moins explicite ; « attendu » dit-il « que du texte de l'article 4 de la loi du 8 nivôse an VI et de celui de l'article 7 de la loi du 22 floréal an VII, il résulte que les lois, en déclarant insaisissables les rentes sur l'Etat français, ont

eu seulement pour objet d'interdire les saisies-arrêts pratiquées entre les mains du trésor public... »

Mais ces deux arrêts sont loin d'avoir fixé la jurisprudence et le désaccord persiste et devient même particulièrement aigu, entre les différentes chambres de la Cour de Paris et du tribunal de la Seine.

La deuxième chambre de la Cour soutient la thèse consacrée par la Cour de cassation.

Par un arrêt du 20 novembre 1895 (D. 96. 2. 444) elle valide une saisie-arrêt formée sur un titre de rente entre les mains d'un tiers.

Le 13 janvier 1897 (*Gaz. des trib.*, 1-2 févr. 1897) infirmant une décision de la deuxième chambre du tribunal de la Seine (30 janv. 1896) elle autorise un créancier formant opposition à un partage de succession dans laquelle son débiteur a des intérêts à frapper de saisie-arrêt entre les mains des cohéritiers les titres de rente sur l'Etat revenant à son débiteur.

La troisième chambre adopte l'opinion contraire. Elle refuse aux créanciers intervenant dans un partage le droit de demander que les rentes sur l'Etat appartenant à leur débiteur leur soient attribuées — arrêt 19 décembre 1895, (*le Droit*, 23 août 1896).

Au tribunal le conflit n'est pas moins aigu. La deuxième et la cinquième chambre tiennent encore pour l'insaisissabilité absolue ; par des jugements du 30 janvier 1896 (2^e ch.) et 23 janvier 1896 (5^e ch.) (D. 97. 2. 17) elles reconnaissent que le législateur de l'an VI a entendu sous-

traire les rentes à l'exercice du droit de gage général que les créanciers possèdent sur les biens de leur débiteur : que par suite l'action Paulienne est irrecevable contre des cessionnaires conscients de l'insolvabilité de leur vendeur (1^{re} espèce), qu'il doit être donné main-levée de la saisie-arrêt pratiquée sur des titres mis en dépôt chez un tiers.

La cinquième chambre affirme de nouveau cette théorie en matière de saisie-arrêt, dans un jugement du 11 novembre 1896 (*le Droit*, 21 nov. 1896).

La première chambre appelée à prendre parti, s'est rangée quelques jours après à l'opinion de la Cour de Cassation. Son jugement du 27 novembre 1896 (D. P. 97 2. 17 et *Gaz. trib.*, 28 nov. 1896) valide une saisie-arrêt opérée sur un titre de rente entre les mains du préposé à la caisse des consignations et nomme un séquestre à l'effet de retirer le titre de la caisse, de le vendre, d'opérer tous transferts utiles et de désintéresser le créancier.

Indiquons enfin dans le même sens un jugement du tribunal civil de Caen (1^{er} déc. 1896. *Gaz. des trib.*, 8 janv. 1897) et nous aurons achevé l'exposé de l'histoire et de l'état actuel de la jurisprudence judiciaire sur notre question.

DOMAINES RESPECTIFS DES COMPETENCES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES EN MATIÈRE DE RENTES SUR L'ÉTAT

Si la lutte est encore vive entre les cours et tribunaux on ne peut nier cependant que depuis dix ans notre thèse forte de l'appui de la Cour suprême n'ait fait de grands progrès. Mais en supposant même comme nous le souhaitons que l'unification se fasse et que la saisissabilité des rentes soit unanimement reconnue par l'autorité judiciaire, est-ce à dire que finalement, ses décisions assureront au droit des créanciers une sanction efficace ?

Non, car en notre matière si c'est aux tribunaux qu'appartient le premier mot, le dernier reste presque toujours à l'administration et au Conseil d'État

Quelques explications sont ici nécessaires.

On sait que parmi les innombrables litiges qui peuvent surgir il en est toute une catégorie qui, en vertu soit des textes sur la séparation des pouvoirs, soit de lois générales ou spéciales, échappent à la compétence judiciaire

pour rentrer dans ce qu'on appelle proprement le contentieux administratif.

Or si d'une façon générale les contrats n'appartiennent pas par leur nature à ce contentieux, celui qui intervient entre l'Etat et ses créanciers sous la forme de constitution de rentes y ressortit en vertu des principes posés par la loi du 17 juillet 1790, par laquelle l'Assemblée nationale décrète comme un principe constitutionnel que « nulle créance sur le Trésor public ne peut être admise parmi les dettes de l'Etat qu'en vertu d'un décret de l'assemblée nationale », et par la loi du 26 septembre 1893 aux termes de laquelle « toutes les créances sur l'Etat seront réglées administrativement. »

« C'est en s'appuyant sur ces textes », dit M. Laferrière, « qu'on a toujours reconnu que les contestations sur l'émission, la répartition des rentes émises par souscription publique, sur la délivrance des titres, le paiement des arrérages le remboursement des titres amortissent tranchés par le ministre des finances. » (Laferrière. *Juridiction administrative*, T. I p. 599). Bref, la compétence administrative s'impose chaque fois que sont affectés les rapports entre l'Etat et son créancier.

S'agit-il donc de trancher entre parties privées des questions de propriété d'appliquer les conventions de droit commun dont sont susceptibles les rentes, l'autorité judiciaire est compétente. Mais au moment où ces changements de propriété, ces conventions doivent se traduire sur le grand livre, la compétence administrative reprend

ses droits, parce que les rapports de l'Etat et de son créancier vont être modifiés, parce que le transfert est une opération administrative.

« Les tribunaux compétents pour faire l'attribution de la rente » dit M. Laferrière « ne le sont pas pour statuer sur le transfert ; les contestations auxquelles peuvent donner lieu les décisions ministérielles rendues en cette matière ne peuvent être portées que devant le Conseil d'Etat (1) ».

La situation est donc celle-ci : d'une part les tribunaux judiciaires sont seuls compétents pour statuer sur l'attribution d'une inscription de rente. D'autre part, la mutation ou le transfert, ne pourra s'opérer sans l'intervention du ministre des finances.

Mais alors la question se pose de savoir quelle sera vis-à-vis du ministre, l'autorité de décisions prescrivant des transferts. Chargé de les exécuter, pourra-t-il s'y refuser, dans quelle mesure, sous quel prétexte ?

La solution qui doit être admise est la suivante :

Si l'opposition du ministre ne fait que trancher une question de propriété, interpréter une convention autrement que ne l'ont jugé les tribunaux, cette opposition sera entachée d'excès de pouvoir. Si son but au contraire est de faire respecter une des clauses du contrat intervenu entre l'Etat et son créancier, celle de l'insaisissabilité par

1. Voyez Dareste la justice administrative p. 365. Perriquet les contrats de l'Etat p. 422. Conseil d'Etat, 11 mars 1843. Lepelletier 17 juillet 1843, Debrée, 5 janvier 1847. Dutreich.

hypothèse, le refus du ministre de procéder au transfert sera régulier et le jugement restera sans exécution.

Le Conseil d'Etat a toujours admis en effet que le ministre peut tenir pour non avenu un jugement qui exproprie le titulaire au profit de son créancier (1), même s'il résulte du jugement que ces rentes ont été données en nantissement au créancier par le débiteur. (6 août 1878. Beauvois, D. 79. 3. 41).

Il y a cependant un cas où l'administration serait obligée d'exécuter une décision portant atteinte au privilège d'insaisissabilité, c'est celui où elle aurait été mise en cause et où le jugement aurait acquis contre elle l'autorité de chose jugée « car le propre de la chose jugée est de s'imposer aux parties quels que soient les griefs qu'elles allèguent contre un jugement devenu définitif » (Voy. Laferrière. *Juridict. adm.* T. I, p. 508 et suiv.).

Puisque, comme nous le disions plus haut, et pour les raisons que nous venons de donner, le dernier mot sur notre question reste au Trésor et au conseil d'Etat, et que de leur seule jurisprudence dépend sa solution pratique, pour en avoir achevé l'étude, il nous reste à déterminer cette jurisprudence.

Nous pouvons constater dès l'abord que les monuments en sont moins nombreux que ceux de la jurisprudence

1. Conseil d'Etat, 24 juin 1803. (Champon), 3 janvier 1813. (Detar-diff) 8 août 1821. (Ogny), 19 décembre 1839. (Bidot), 13 mars 1874 (Coppen).

judiciaire et qu'ils se rattachent tous à une même théorie.

L'administration du Trésor soutenue par le Conseil d'Etat, a toujours affirmé que les rentes étaient insaisissables.

Si elle s'est départie sur certains points de sa rigueur primitive, comme nous le verrons plus tard, ce n'a été que sur les conséquences à tirer d'un principe considéré comme certain. Il n'est pas une décision du Ministre des finances, pas un arrêt du Conseil d'Etat qui aient jamais reconnu que les lois de l'an VI et de l'an VII s'étaient bornées à prohiber l'opposition entre les mains des agents du Trésor public.

Par un arrêt du 3 janvier 1814 (Detardif, D. J. G. Trésor Public, n° 1158), le Conseil d'Etat décide que les rentes inscrites au grand livre de la dette publique sont insaisissables et particulièrement que le porteur d'un billet à ordre souscrit par le propriétaire d'une telle rente ne peut en réclamer le transfert à son profit, même en vertu d'un jugement ayant force de chose jugée, bien que le droit commun affecte au paiement des créanciers les créances de toute nature.

Le 19 décembre 1839 (Bidot, S. 40, 2, 282), il reconnaît que les lois des 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII autorisent le ministre des finances à ne pas déférer à des jugements par lesquels les créanciers des titulaires auraient obtenu l'attribution de rentes appartenant à leur débiteur ; peu importe qu'il s'agisse de rentes appartenant à une succession devenue vacante.

Le 2 août 1878 (Beauvois, D. 79, 3, 41), il confirme une décision du ministre des finances refusant à un créancier de faire opérer le transfert d'un titre de rente appartenant à son débiteur, alors même que l'autorité judiciaire a reconnu que ce titre lui avait été remis en nantissement et l'a autorisé à en poursuivre la vente.

Enfin la réponse du ministre des finances à une question posée par M. Bazille à la séance de la Chambre du 9 novembre 1895 à l'occasion des arrêts des 2 et 6 juillet 1894 (1) et la consultation du directeur de la dette ins-

1. *M. Bazille.* — Messieurs, je ne retiendrai, moi aussi, que très peu d'instantanés votre attention ; c'est cependant aussi d'une question de crédit public que je veux entretenir M. le ministre des finances et la Chambre, mais il s'agit d'un ordre d'idées très différent de celui dont il était question tout à l'heure.

Je veux demander à M. le ministre des finances comment il entend interpréter certaines décisions de la justice qui ont pu porter atteinte aux textes établissant l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat.

La Chambre sait que la loi de nivôse an VI a posé en principe que les rentes sur l'Etat étaient insaisissables ; les paroles qui ont été prononcées à la tribune par M. Vernier, rapporteur de la loi, indiquaient d'une manière très nette que non seulement les rentes sur l'Etat n'étaient pas susceptibles de saisie, mais encore qu'elles ne pouvaient être l'objet d'aucun acte de poursuites ni d'exécution. Les ministres des finances qui se sont succédé ont toujours déclaré qu'ils ne mettraient pas à exécution les décisions judiciaires leur enjoignant de faire un transfert si ce transfert ne devait pas être fait au nom des porteurs de rentes sur l'Etat. Les créanciers sont donc très formellement écartés ; ils n'ont aucun droit sur les rentes qui ne peuvent constituer leur gage.

crite du 6 novembre 1895 à laquelle s'était référé le ministre des finances, nous fournissent l'indication très pré-

C'est l'application très nette et très stricte d'un principe qui était posé par la loi de nivôse an VI. Je n'ai pas à apprécier cette législation. Je n'ai pas à dire si elle me paraît bonne ou mauvaise, je n'ai qu'à en constater l'existence et la netteté du texte et de l'interprétation donnée par l'autorité administrative.

Or, l'année dernière, le 2 juillet 1894 et le 16 juillet 1894, sont intervenus deux arrêts de la cour de cassation, l'un de la chambre civile et l'autre de la chambre des requêtes, qui semblent décider que les rentes sur l'Etat pouvaient être non seulement l'objet d'actes de procédure à fin d'exécution, mais encore que l'autorité judiciaire pouvait déclarer et décider qu'un agent de change serait commis pour faire un transfert au nom de personnes qui ne seraient pas les propriétaires d'un titre.

Il paraît donc résulter de ces arrêts que la loi de nivôse an VI, qui considère le créancier comme une personne étrangère n'ayant aucun droit à l'égard des rentes sur l'Etat, ne doit plus être observée puisqu'il est possible d'exécuter le transfert et de substituer la volonté du juge à la loi qui a réglé les rapports des rentiers avec l'Etat.

Je demande à M. le ministre des finances s'il appliquerait des décisions judiciaires de cette nature, s'il ne considère qu'elles ne sont que des décisions d'espèce, et s'il maintiendra en vigueur les instructions données par son département en 1819 et qui ont été constamment appliquées depuis ; si, en d'autres termes, le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat reste absolument intact après les arrêts précités de la cour de cassation ; si M. le ministre exécutera ou non les décisions judiciaires commettant un agent de change pour faire un transfert au nom de personnes qui ne seraient pas les titulaires de rentes sur l'Etat.

M. le président. — La parole est à M. le ministre des finances.

cise de la jurisprudence constamment suivie par l'ad-

M. le ministre des finances. — Messieurs, comme vient de le rappeler M. Bazille, les rentes sur l'Etat sont insaisissables ; aucun créancier n'a le droit de faire un acte de saisie ou d'opposition soit sur le capital, soit sur les arrérages.

Les rentes ne tombent pas sous l'application de l'article 2092 du code civil, qui déclare que quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens, et je tiens à déclarer que, sur ce point, la jurisprudence de l'administration des finances, basée sur les lois des 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII, ne varie pas, et que les deux arrêts dont parle l'honorable M. Bazille ne sont pas de nature à la modifier.

Ces arrêts visent surtout le droit de propriété des rentes, et il est évident que les tribunaux ont toujours la faculté d'apprécier le droit de propriété et de savoir si le titulaire inscrit est bien le véritable possesseur de la rente. Mais, quant aux créanciers, la loi de nivôse an VI est formelle, et au cours d'une consultation que je demandais ces jours derniers, lorsque j'ai eu connaissance de la demande de M. Bazille, à l'administration de la dette inscrite, j'obtenais de cette administration la réponse suivante :

« Si des jugements attribuant des rentes à des créanciers étaient produits à l'agent comptable des transferts et mutations, celui-ci ne pourrait passer outre à l'opération, et se retrancherait derrière les dispositions qui lui interdisent de procéder à un transfert en l'absence du concours du titulaire ou du propriétaire régulier.

« En pareil cas, je demanderais au ministre de prendre une décision conforme à notre jurisprudence et contre laquelle la partie pourrait se pourvoir devant le conseil d'Etat. »

J'ajoute, messieurs, que je suis d'accord avec l'administration et que si un tel fait venait à se produire, ma décision serait conforme à l'opinion que je viens de vous soumettre (Très bien ! très bien !).

M. Bazille. — Je remercie M. le ministre de sa déclaration. J'étais

ministration et qu'elle prétend encore appliquer (1).

En résumé, des arrêts rapportés plus haut, il résulte clairement que le désaccord est complet entre le Conseil

certain que son souci du crédit public ne pouvait lui en dicter une autre (*Journal Officiel* du 10 novembre 1895).

1. *Note concernant l'application, par la Dette inscrite du principe de l'insaisissabilité des rentes.*

Les rentes sur l'État ont été déclarées insaisissables par l'art. 4 de la loi du 8 nivôse an VI, portant qu'il ne serait plus reçu, à l'avenir, d'opposition sur le tiers conservé de la Dette publique inscrite ou à inscrire.

Le but que l'on poursuivait en mettant les rentes en dehors du droit commun, a été clairement expliqué par Vernier dans le rapport du projet de loi au Conseil des Anciens :

« Il convenait, y était-il dit, après avoir rendu aux rentes leur véritable caractère de biens meubles, de priver les créanciers de toute espèce de droit, saisie ou opposition, *soit sur le capital, soit sur les arrérages.*

« Les créanciers, prévenus et instruits qu'ils n'auront point à compter sur cette ressource pour le paiement et la sûreté de leurs créances, régleront, à l'avenir, leurs transactions en conséquence et se ménageront d'autres sûretés moins sujettes à tromper leur attente.

« En supprimant ces oppositions, on donne en quelque sorte à ces capitaux, à ces créances, la valeur du numéraire en circulation, dont il est si important d'augmenter la masse. »

La loi du 8 nivôse an VI fut confirmée et complétée par celle du 22 floréal an VII, dont l'article 7 est ainsi conçu :

« Il ne sera plus reçu, à l'avenir, d'oppositions au paiement des

d'Etat d'une part, la Cour de Cassation et un grand nombre de cours et Tribunaux de l'autre, et les documents cités ci-dessus semblent indiquer que l'hostilité de l'administration contre la nouvelle doctrine n'est pas près de cesser.

arrérages de rentes, à l'exception de celles qui seraient formées par le propriétaire de l'inscription. »

Comme corollaire de ces dispositions, un décret du 13 thermidor an XIII porte que la déclaration de « transfert de rentes nominatives doit être signée par le vendeur, ou par son fondé de pouvoirs, suivant procuration spéciale et authentique » et c'est cette signature qui seule investit l'acquéreur de la propriété de l'inscription.

Ce principe de l'insaisissabilité, rappelé dans les plus récentes loi de conversion (27 avril 1883 et 17 janvier 1894) a été constamment appliqué par la Dette inscrite. Il a été sauvegardé, à l'encontre même de décisions judiciaires rendues dans un sens opposé : (Arrêts du Conseil d'Etat du 3 janvier 1813, du 19 décembre 1839, affaire Fourcade Lurin), et du 2 août 1878 (affaire Beauvois-Despinoy).

La jurisprudence administrative n'a jamais varié sur ce point : les rentes ne tombent pas sous l'application de l'article 2092 du Code civil, qui déclare que quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens ; elles échappent à toute mainmise des créanciers du titulaire et elles doivent toujours rester intactes entre les mains des rentiers, qui ne peuvent en être dépouillés par voie d'expropriation forcée.

Ce privilège a pu parfois favoriser des débiteurs de mauvaise foi et entraîner des conséquences fâcheuses. Mais, la loi est ainsi faite, et tant qu'elle existe, ni l'administration, ni les tribunaux ne sauraient avoir le pouvoir de l'abroger ou de l'éluder.

Le Trésor s'est toujours montré le gardien vigilant de ce privilège,

Puisque, si contestable que puisse être la théorie de l'insaisissabilité, si ébranlée qu'elle soit dans la jurisprudence judiciaire c'est avec elle que les créanciers ont en définitive à compter, puisque c'est elle qu'on opposera

édicte à l'origine dans un intérêt supérieur, celui du crédit de l'État.

Toutefois, il n'a jamais songé à dénier aux tribunaux le droit de statuer sur les questions de propriété soulevées à l'occasion de rentes, ni à refuser à l'exécution de jugements ou d'arrêts ayant légitimement prononcé sur des différends que les tribunaux civils pouvaient seuls trancher.

C'est ainsi qu'on a toujours exécuté les jugements rendus à la suite d'actions ayant le caractère d'une revendication; la dépossession du titulaire a été admise dans plusieurs cas, notamment quand on a prouvé qu'un rentier n'avait été inscrit que par vol ou par fraude (Cour de Lyon, 27 mars 1885, affaire Bernillon-Cipollina); que la donation en vertu de laquelle la rente avait été acquise était révoquée (Poitiers, 8 février 1881) ou qu'elle excédait la quotité disponible, etc.

Dans ces espèces le défendeur se prévalait vainement de l'insaisissabilité; il s'agissait, non de poursuites exercées par un créancier, mais d'une reprise de possession, par les véritables propriétaires.

C'est précisément dans ces conditions que se présentaient les affaires à propos desquelles la cour de Cassation a rendu, en juillet 1894, les deux arrêts sur lesquels M. Bazille annonça l'intention de poser une question au Ministre.

Dans la première (ch. civ. 2 juillet 1894), il s'agissait de rentes dont le titulaire, le Sieur Amouroux, avait prescrit la vente par son testament même, à l'effet d'en partager le prix entre divers légataires particuliers, la dame Abadie, légataire universelle, refusait de prêter son concours à ce transfert, bien qu'elle y fut obligée par les termes mêmes du testament et par une convention subséquente in-

peut-être encore longtemps à leur plus légitimes réclamations, nous devons maintenant rechercher les applica-

tervenue entre elle et les héritiers naturels du *de cujus*, et par une liquidation homologuée.

Le principe de l'insaisissabilité n'était réellement pas en jeu et l'arrêt de la Cour de Toulouse, contre lequel un pourvoi en cassation avait été introduit, a été exécuté par la Dette inscrite, dès le 27 mai 1892, c'est-à-dire longtemps avant qu'il ait été statué sur le pourvoi, lequel n'était pas suspensif.

Dans la seconde affaire, (ch. des requêtes 16 juillet), il s'agissait d'un rapport de dots, indispensable pour la liquidation d'une succession Delbosco; les intéressés ne voulaient pas y souscrire bien que le transfert de leurs rentes, sujettes à rapport, fût le seul moyen de mener à bonne fin les opérations du partage dûment homologué, et bien que les défenseurs eussent eux-mêmes déclaré ne vouloir obtenir sur le prix de l'aliénation des titres dont il s'agit, que les sommes à eux attribuées par l'état liquidatif de la succession Delbosco. Là encore, il n'y avait pas de raison pour invoquer le principe de l'insaisissabilité, et la mutation a été effectuée dans les conditions prescrites par l'arrêt de la Cour d'Aix du 9 novembre 1892. Le ministre, par une décision du 5 septembre 1893, avait du reste autorisé l'opération, qui s'est trouvée terminée dès le 25 septembre 1893, c'est-à-dire longtemps avant l'arrêt de la cour de cassation.

En résumé, ces deux arrêts de la Cour suprême ne paraissent pas devoir modifier la jurisprudence traditionnelle de la Dette inscrite, quant à l'application des lois du 8 nivôse an VI et du 22 floréal an VII. Le seul danger qui, à mon avis, pourrait en résulter, provient de la teneur d'un des considérants de ses arrêts, celui qui est ainsi conçu :

« Attendu que, du texte de l'article 4 de la loi du 8 nivôse an VI et de l'article 7 de la loi du 22 floréal an VII, il résulte que ces

tions particulières qu'en fait la pratique, les atténuations qu'elle y apporte, la valeur juridique des moyens dont elle se sert pour tourner le principe en le laissant debout.

lois, en déclarant insaisissables les rentes sur l'Etat Français, ont eu seulement pour objet d'interdire les saisies-arrêts de ces rentes pratiquées entre les mains du Trésor public, mais qu'elles n'empêchent pas les « créanciers, conformément au principe fondamental « écrit dans les articles 2092 et 2093 du Code civil », de se faire attribuer par la justice la rente sur l'Etat que leur débiteur est appelé à recueillir dans une succession, du moment que le transfert ne nécessite aucune saisie préalable. »

Il est certain que ce considérant est contraire à la législation en vigueur et que si les tribunaux, s'appuyant sur ce texte, voulaient faire rentrer les rentes, comme tous les autres biens du débiteur, dans le gage commun du créancier, ils arriveraient à rendre des décisions méconnaissant le caractère privilégié des rentes et absolument inexécutables, pour le Trésor. Mais ce n'est là qu'une éventualité et les arguments développés par la Cour me paraissent seulement révéler une tendance qui est à surveiller.

Si des jugements attribuant des rentes à des créanciers étaient produits à l'agent comptable des transferts et mutations, celui-ci ne pourrait passer outre à l'opération, et se retrancherait derrière les dispositions qui lui interdisent de procéder à un transfert en l'absence du concours du titulaire ou du propriétaire régulier.

En pareil cas, je demanderai au Ministre de prendre une décision conforme à notre jurisprudence et contre laquelle la partie ne pourrait se pourvoir devant le Conseil d'Etat qui, certainement, donnerait gain de cause à l'administration.

Je crois être d'accord sur ces différents points avec mon collègue du contentieux, que mon prédécesseur avait déjà entretenu de ces arrêts.

LIMITES DE L'INSAISSABILITÉ DES RENTES

La première question qui se pose, question préliminaire en quelque sorte pour ceux qui admettent l'insaisissabilité des rentes, est celle de savoir quelle est la limite du privilège, à quel moment il doit cesser.

Lorsque le titre a été vendu, lorsque les arrérages ont été touchés, le droit des créanciers ne va-t-il pas pouvoir s'exercer immédiatement sur le prix de vente acquitté, sur les intérêts payés en quelques mains qu'ils soient ?

Non, ont répondu quelques-uns. car le capital ou les arrérages de la rente conservent leur nature d'insaisissabilité, en vertu des lois spéciales, tant qu'ils n'ont pas été confondus avec d'autres biens et que la trace de leur origine n'a pas été perdue. C'est en ce sens qu'avait jugé le Tribunal de la Seine le 24 mars 1840 (D. 41.2. 104) en refusant tout effet aux oppositions faites sur les arrérages de rentes touchés par un notaire ; c'est aussi l'opinion qui paraît se dégager, très implicitement il est vrai d'une lettre du Ministre des Finances, du 22 juin 1829 adressée à la

chambre syndicale des agents de change qui l'avait consulté sur la suite à donner à une opposition à la négociation d'une rente et au paiement de son prix.

« après avoir pris connaissance de l'opposition dont il s'agit » écrit-il « j'ai reconnu que cette opposition ayant été faite en vertu d'une ordonnance du juge, qui l'a autorisée, respect était dû à cette ordonnance jusqu'à sa réformation et qu'en conséquence il ne m'appartenait pas d'intervenir dans cette affaire. Bien que je considère cette opposition comme *illégal*e, tout au moins en ce qui concerne la négociation des rentes appartenant à la partie saisie, il n'en est pas moins constant qu'à l'autorité judiciaire seule appartient le droit de prononcer. » En réalité le ministre ne se prononce que sur l'opposition à la vente mais il laisse entendre que son avis serait le même sur l'opposition à la remise du prix.

D'autres moins absolus ont soutenu que tout au moins pendant les cinq jours accordés à l'agent de change pour la négociation du titre et la remise du prix au vendeur, aucune opposition ne pouvait être formée entre les mains de cet agent. (Mollot *Bourses de commerce*, t. 1. n° 303 ; Dalloz Rép. Trés. publ. n° 1163 ; Bavelier, *Rentes sur l'Etat* n° 44 ; Deloison, *Tr. des val. mob.* n° 127. Garsonnet *Traité théorique et pratique de procéd. civ.* III p. 528).

« Il me paraît impossible » dit Mollot (*loco citato*), « de valider l'opposition, si, par exemple, elle était formée sur le capital entre les mains de l'agent de change vendeur dans les cinq jours qui lui sont accordés pour la consom-

mation de la négociation, c'est-à-dire pour la remise du prix à son client. Sans contredit l'insaisissabilité est décrétée dans l'intérêt du trésor, mais elle doit profiter aussi à son débiteur. Ces deux intérêts ont une connexion intime. On conçoit que la rente ne peut avoir de la faveur que parce que le rentier a intérêt à l'acquérir, et à la conserver avec son privilège. Il faut au moins que le rentier ait le temps légalement et moralement nécessaire pour toucher, sans cela le bénéfice de la loi serait illusoire. »

En réalité, dans ses conséquences pratiques, cette opinion revient à peu de chose près à la précédente puisqu'elle permet au débiteur de toucher le prix de la vente sans pouvoir être inquiété par ses créanciers.

Pour notre part nous croyons ces prétentions dénuées de tout fondement juridique.

N'est-il pas évident qu'une fois la conversion de la rente opérée en argent, la somme qui en provient est un capital qui n'a pas plus de privilège que tout autre capital. Et pourquoi aussi ce délai de cinq jours pendant lequel on prétend arbitrairement prolonger la situation privilégiée de celui qui n'est même plus rentier ? Et si tant est que le législateur ait voulu faire des rentes des biens insaisissables, cette faveur pouvait avoir pour but d'engager les capitalistes à acquérir des rentes et à les conserver dans leur patrimoine, mais non de les protéger quand ils avaient cessé d'être rentiers.

De plus, comme le fait justement observer M. Robin (Thèse 1889, p. 76), toutes les transmissions de rentes à

titre onéreux ne s'effectuent pas par l'intermédiaire d'un agent de change. Un notaire peut en être chargé notamment s'il s'agit de la nue-propriété ou de l'usufruit d'une rente dépendant d'une succession. Quel sera le délai durant lequel le droit des créanciers restera paralysé ?

Et si reculant devant l'arbitraire d'une telle fixation on autorise la saisie immédiate, comment justifier cette situation différente faite en dehors de la loi aux rentes, suivant qu'il est procédé à leur aliénation par un agent de change ou par un notaire ?

Donc la saisie est valable dès que les titres ont été aliénés (Rozier, thèse p. 28 et 29. Robin p. 76. Baudry-Lacantinerie, et de Loynes, *Priv. et hyp.* t. 1, n° 265). La jurisprudence aussi est en ce sens.

La cour de Cassation, par un arrêt de la chambre des requêtes du 21 juin 1832 (D. P. 32, I. 331), « considérant que les lois qui déclarent les rentes et les capitaux dûs par l'Etat insaisissables sont évidemment inapplicables au cas où après avoir été réalisés et perçus, ces capitaux et ces rentes se trouvent entre les mains de particuliers et sont entrés dans leur patrimoine », rejette un pourvoi contre un arrêt de la cour de Paris qui avait validé l'opposition faite entre les mains d'un détenteur du prix des rentes, (Voir dans le même sens trib. Grenoble, 19 mars 1880, *Journal des notaires*, 1880, n° 3278, trib. de Lyon, 19 déc. 1883, *Journal des valeurs mobilières*, 84, p. 517).

Pour les arrérages, la jurisprudence n'est pas moins

certaine. La Cour de Paris, le 28 décembre 1840, (D. 41, 2, 104) infirme le jugement précité du tribunal de la Seine du 24 mars 1840, qui refusait tout effet aux oppositions faites entre les mains d'un notaire sur des arrérages touchés par lui.

Le 19 février 1892, le tribunal de la Seine appelé de nouveau à statuer sur une espèce analogue valide la saisie-arrêt « attendu qu'aussitôt que des arrérages ont été touchés, ils perdent leur caractère d'insaisissabilité et constituent des deniers susceptibles, comme tous les autres, d'être saisis-arrêtés ».

Nous plaçant, nous le répétons encore une fois, dans l'hypothèse sanctionnée par la pratique et d'après laquelle les rentes sont insaisissables *erga omnes*, c'est-à-dire placées en dehors de l'application des articles 2092 et 2093, nous allons rechercher quels effets doivent logiquement s'en déduire d'abord quand le rentier est *integri status*, pendant sa vie et dans sa succession, puis quand il est en état de faillite ou de liquidation judiciaire, enfin dans le cas particulier de nantissement.

DES CONSÉQUENCES DE L'INSAISSABILITÉ QUAND LE RENTIER EST *INTEGRI STATUS*

Nous avons déjà pu voir, d'une façon générale, au cours des explications précédemment données, qu'une des conséquences les plus fréquemment tirées par la jurisprudence de l'insaisissabilité des rentes est l'impossibilité de saisir-arrêter des titres de rentes entre les mains de dépositaires, notaires ou établissements de crédits (V. par ex. trib. Seine, 5^e ch., 11 nov. 1896, *Le Droit*, 21 nov. 1896).

La question peut devenir plus délicate et demande quelques explications si une saisie-arrêt a été pratiquée entre les mains, soit de caisses d'épargne, soit de compagnies d'assurances qui se sont imposées par leurs statuts l'obligation de ne remettre aux bénéficiaires de leurs polices que des inscriptions de rentes.

Les caisses d'épargne peuvent, on le sait, posséder des titres de rentes pour le compte de leurs déposants. En effet elles sont autorisées à en faire l'acquisition pour eux sur leur demande ; en outre, aux termes de l'article 9 de

la loi de 1881 auquel renvoie l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895, dès qu'un compte dépasse par les versements et la capitalisation des intérêts le chiffre de 2000 francs (actuellement 1500 fr.), si dans les 3 mois de l'avis qui en est donné par lettre chargée, le déposant n'a pas réduit son crédit il doit lui être acheté d'office et sans frais un titre de rente sur l'Etat.

D'autre part, l'article 2 de la même loi décide que « dans le cas où le déposant ne retire pas les titres achetés pour son compte, l'administration de la Caisse d'Epargne en reste dépositaire et reçoit les arrérages et primes de remboursement au crédit du titulaire ».

Si ces titres sont frappés d'une saisie-arrêt, elle devra être annulée ; cela ne peut faire aucune difficulté.

Mais que faut-il décider si la saisie atteint un dépôt qui la dépassé 1500 francs et qui, aux termes de la loi, doit être obligatoirement converti en rente ?

Le tribunal de la Seine (8 avril 1858, *Le Droit*, 17 avril 1858) y a vu un obstacle à la conversion. Il a décidé que la caisse était tenue, malgré l'opposition, par les termes mêmes de la loi qui sont impératifs, d'acheter au nom du déposant, une rente sur l'Etat, et que l'intervention d'un tiers ne devait pas empêcher les lois sur la matière de recevoir leur exécution. En conséquence la saisie ne fut point validée.

Nous repoussons cette solution.

La loi du 5 juin 1835, article 11, a en effet déclaré que les formalités prescrites par les articles 561 et 569 du

Code de procédure et par le décret impérial du 18 août 1887 relatif aux saisies-arrêts seraient applicables aux fonds déposés dans les Caisses d'Epargne.

Or la portée de ce texte est générale et il n'y a pas lieu distinguer suivant que le maximum fixé par la loi est ou n'est pas atteint.

Tant que l'acquisition de la rente n'est pas opérée, les sommes déposées, quel qu'en soit le chiffre, demeurent le gage des créanciers et l'opposition dont ils les frappent a pour effet immédiat de les rendre indisponibles.

Quant à l'objection du tribunal de la Seine tirée des termes impératifs de la loi elle ne nous arrête pas puisque, comme l'indique M. Rozier (Thèse p. 47), il suffira aux caisses d'Espagne de verser à la Caisse des dépôts et consignations les sommes qu'elles détiennent pour que les prescriptions de la loi soient respectées et les droits des créanciers maintenus.

Une question à peu près semblable s'est posée à propos de certaines compagnies d'assurances sur la vie qui, nous le disions, se sont imposées dans leurs statuts, l'obligation de ne remettre aux bénéficiaires de leurs polices que des inscriptions de rentes.

Dans cette circonstance les saisies pratiquées par les créanciers de l'assuré ne nous semblent pas devoir être maintenues. En effet les sommes payées à la compagnie par ce dernier cessent de lui appartenir aussitôt versées. En échange il a acquis un droit à la délivrance d'inscriptions de rentes aux conditions réglées par le contrat. Or

il est bien évident que les créanciers qui ne font qu'exercer les droits de leur débiteur ne sauraient en avoir plus que lui. Si comme dans l'espèce ces droits portent sur des biens insaisissables, les créanciers perdront tout moyen d'action et la mainlevée de leur saisie devra être prescrite. La jurisprudence est constante en ce sens (1).

Si les rentes ne sont point susceptibles de saisie directe elles ne doivent pas l'être davantage de compensation car la compensation imposée à un débiteur aboutit en somme à une saisie déguisée ; c'est pourquoi l'art. 1293-3° du code civil reconnaît « que la dette qui a pour cause des aliments déclarés insaisissables ne peut pas être compensée » et est unanimement entendu comme devant s'appliquer à toutes les dettes de choses insaisissables.

Il faut remarquer qu'ici ce sont les rapports de l'Etat et du rentier qui seront affectés par les conséquences de l'insaisissabilité. L'Etat par exemple ne pourrait pas opposer la compensation pour des droits de mutation qui lui seraient dus par un rentier.

La section des finances du Conseil d'Etat dans un avis du 19 janvier 1864 s'est rangée à cette opinion en décidant que « du principe que la rente est insaisissable et que l'Etat lui-même ne peut en saisir ni le capital ni

1. V. Paris, 25 janvier 1862. *Gaz. des Tribunaux*, 6 mars 1862.

Montpellier, 17 juin 1870. D. 71. 2. 179.

Trib. Seine, 28 février 1873. D. 74. 3. 88.

Trib. Seine, 5° ch. 23 janvier 1896, D. 97. 2. 17.

les intérêts, il résulte que l'Etat est tenu de payer, même à ses débiteurs, les arrérages qui leur appartiennent lorsqu'ils se présentent aux échéances munis de leurs titres, et que le trésor ne peut jamais être libéré vis-à-vis des porteurs de rentes que par leurs quittances ou celles de leurs fondés de pouvoirs ».

Nous parlerons plus tard de l'exception faite au profit du Trésor en ce qui concerne les rentes des comptables de deniers publics.

De ce que les rentes sont considérées comme en dehors du gage général des créanciers, il résulte encore que ces derniers ne sauraient attaquer, en vertu de l'art 1167 C. civ. les contrats passés par leur débiteur et qui sont relatifs à ces rentes. Car l'unique but de cette action Paulienne est de faire rentrer dans le patrimoine du débiteur des biens qu'il en a fait sortir frauduleusement au préjudice de ses créanciers, et sur lequel il avait tacitement, consenti à ces derniers en contractant avec eux un droit général de gage. Comment donc pourrait-on prouver la fraude, quel préjudice pourraient invoquer les créanciers puisqu'il s'agit de biens qui étaient et resteront en dehors de leur atteinte ?

Donc l'action Paulienne sera inapplicable aux donations, cessions, renonciations à successions portant sur des rentes (V. Trib. Seine, 2^e ch. 30 janv. 96 D. 97. 2. 17) et elle ne saurait frapper davantage sous le nom de tierce opposition des jugements relatifs à des rentes sous le prétexte que le débiteur se serait laissé condamner par

suite d'une collusion frauduleuse avec la partie adverse.

Faut-il admettre aussi que le rentier qui veut recourir à la cession de biens n'est pas tenu de faire l'abandon de ses titres de rentes ?

Il y a, on le sait, deux sortes de cession de biens : l'une volontaire où tout dépend de l'accord des parties; ce n'est donc point de celle-ci qu'il s'agit ici ; l'autre judiciaire qui peut être imposée aux créanciers.

La cession judiciaire, dit l'art. 1268 du C. civ., est un bénéfice que la loi accorde au débiteur malheureux et *de bonne foi* auquel il est permis, pour avoir la liberté de sa personne, de faire en justice l'abandon de tous ses biens à ses créanciers nonobstant toute stipulation contraire. » Malheureux et de bonne foi dit le code ! Or si la loi permet au débiteur de soustraire ses rentes à l'action de ses créanciers, est-il de bonne foi s'il le fait ? est-il malheureux s'il conserve ces rentes ? Est-il dans cette situation digne de l'intérêt du juge que semble ici exiger le Code. Nous ne le croyons pas et pensons que le bénéfice de cession de bien doit lui être refusé si la cession ne comprend pas les rentes.

Nous n'admettons pas davantage l'interdiction faite aux créanciers, par un arrêté du ministre des Finances du 6 juin 1840, de demander au Trésor des renseignements sur les titres appartenant à leur débiteur, car elle dépasse de beaucoup les résultats qu'on peut déduire logiquement de l'insaisissabilité.

Des tiers, avant de contracter avec une personne qu'ils

croient riche, n'ont-ils pas un intérêt capital à savoir si cette fortune est en rentes sur l'Etat? N'est-ce pas assez de les dépouiller de leurs droits sans leur défendre de s'éclairer, sans aider en quelque sorte à les tromper!

Faisons observer pour terminer que toutes les conséquences que nous venons de reconnaître devront recevoir leur application quelle que soit la qualité du créancier. La Cour de Paris, par un arrêt du 22 janvier 1847 (D. 47. 4. 432) a donné mainlevée d'une saisie faite pour paiement d'une pension alimentaire, « attendu que la prohibition fondée sur les principes du crédit public et de l'intérêt de l'Etat est absolue et n'admet aucune exception tirée de l'intérêt des parties ou de leurs droits particuliers. »

DES CONSÉQUENCES DE L'INSAISSABILITÉ DANS LA SUCCESSION DU RENTIER

Quelle application doit-on faire du principe d'insaisissabilité aux rentes sur l'Etat trouvées dans une succession ? Le décès du titulaire va-t-il suspendre le privilège, faire revivre le droit du créancier ?

Si opposé qu'un pareil résultat puisse paraître aux règles de la transmission de l'hérédité qui, on le sait, s'opère dans notre droit par l'effet même de la dévolution de la succession et au moment de son ouverture, il a été soutenu par M. de Belleyne (1). « Il n'existe de succession pour l'héritier » dit-il « qu'après l'entier acquittement des charges ; tous les biens de la succession sont affectés comme gage au paiement des dettes, et les créanciers de la succession peuvent exercer toutes les mesures conservatoires de leur propre chose ; les créanciers de l'héritier ont les mêmes droits. Ainsi ils peuvent former opposition à l'immatricule des rentes sur l'Etat au nom de

1. *Ordonnances sur requêtes et référés*, t. 1, p. 206.

l'héritier ; c'est bien assez de concéder qu'après l'immatricule l'opposition sur la rente n'est plus valable parce que l'héritier a fait acte d'acceptation et que la rente lui étant devenue propre il doit jouir des avantages exceptionnellement attachés à ce genre de valeur et d'admettre cette fraude aux droits légitimes des créanciers de la succession et de l'héritier ».

D'après M. Rolland de Villargues (1) les rentes seront ou non soumises à l'action des créanciers suivant qu'on se trouvera avant ou après le partage. C'est le partage qui faisant attribution des rentes à l'un des héritiers leur rendra leur caractère d'insaisissabilité. Jusque-là, confondues avec toutes les valeurs héréditaires dans la succession indivise, les droits des créanciers pourront s'exercer sur elles car le passif de la succession grève indistinctement tout l'actif.

Ces deux opinions nous semblent aussi peu juridiques l'une que l'autre.

La dernière donne au partage une portée toute arbitraire et qui est forcément inconciliable avec le caractère de cet acte qui est purement déclaratif.

Celle de M. de Belleyne est inconciliable avec nos règles fondamentales des successions.

En droit Romain une certaine catégorie d'héritiers, ceux qu'on appelait volontaires, par opposition aux héritiers nécessaires et siens et nécessaires n'acquerrait l'hérédité

1. *Rép.*, v. *Certif. de propr.*, 50 et suiv.

que par une acceptation expresse ou tacite (*aditio, pro herede gestio*).

Entre l'ouverture de la succession et l'acceptation, l'hérédité était jacente ; une pareille situation, si elle se retrouvait dans notre droit pourrait peut-être, à la vérité, se prêter à la solution proposée. Mais nous ne connaissons plus d'hérédité jacente ; « les personnes appelées à recueillir une succession », disent MM. Aubry et Rau (t. 6, p. 361), « se trouvent, dès l'instant de son ouverture, investies sans aucune manifestation de volonté de leur part et même à leur insu, de la propriété du patrimoine du défunt. Il en est ainsi pour les successeurs irréguliers aussi bien que pour les réguliers. Quant à l'acceptation, elle n'a plus d'autre effet que de priver l'héritier du droit de se soustraire par la renonciation aux résultats de la saisine légale et notamment au rapport envers les cohéritiers, au paiement des dettes et charges de l'hérédité envers les créanciers et légataires ».

Peut-on donc prétendre avec M. de Belleyrne que la rente ne devient propre à l'héritier qu'une fois qu'il a fait acte d'acceptation ?

Puisque cette rente est devenue la propriété du successeur, quelle que soit sa qualité, dès le décès du *de cujus*, puisque pas un instant elle n'a cessé d'avoir de titulaire, les privilèges qui y sont attachés n'ont pu en manquer davantage et par conséquent n'ont pu souffrir de suspension.

Ce résultat se produit par suite du seul investissement

immédiat de propriété sans qu'on soit obligé comme on le fait ordinairement d'invoquer la saisine héréditaire qui n'a trait qu'à la possession et n'appartient qu'aux héritiers légitimes et au légataire universel qui n'est pas en présence d'héritiers réservataires.

Du reste on peut remarquer que pas un jugement, pas un arrêt, admettant l'insaisissabilité des rentes, n'a autorisé les créanciers à s'en saisir dans une succession (1). Toutes les décisions qui au contraire ont sanctionné la mainmise des créanciers considéraient les rentes comme saisissables et rien n'était alors plus logique que de faire produire à ce principe les mêmes conséquences après la mort du rentier que de son vivant (V. Bordeaux, 11 mai 87 D. 88. 3. 55. Seine 28 mai 95. *Audience* n° 5770).

Il est donc hors de doute que si les rentes sont insaisissables dans le patrimoine du rentier vivant, elles ne sauraient avoir une autre situation à quelque moment que ce soit dans sa succession.

De cette constatation de nombreuses applications ont été faites atteignant tant les créanciers du défunt que

1. C. de Paris 14 avr. 49. D. 49. 2. 190. C. de Paris 16 déc. 48. D. 49. 2. 121. C. de Paris 13 juin 56. D. 57. 2. 194. C. de Paris 2 mai 78. D. 80 1. 69. Cassation Ch. civ. 2 déc. 79. D. 80 1. 69. C. de Paris (5^e ch.) 21 mars 89. D. 90. 2. 61. C. de Paris (3^e ch.) 19 déc. 89 D. 91. 2. 19. Angers 10 janv. 93. D. 93. 2. 111. Paris (3^e ch.) 19 déc. 95, le droit 23 août 96. Paris (3^e ch.) 7 août 96. D. 97. 2. 17.

ceux de l'héritier dans leurs rapports soit avec l'héritier soit avec les légataires.

C'est ainsi qu'on refuse d'une façon générale à ces divers créanciers le droit de faire opposition entre les mains d'un notaire liquidateur ou d'un dépositaire quelconque (1).

De même, s'il reste permis aux créanciers de l'héritier d'intervenir au partage en vertu de l'article 882 du Code civil, pour en surveiller les opérations et prévenir les fraudes qui pourraient être dirigées contre eux, ils ne peuvent aller au-delà et prétendre contrairement à la volonté de leur débiteur à une attribution personnelle des rentes mises dans son lot (2).

Il faudrait aller plus loin si la succession ne comprenait que des rentes sur l'Etat, refuser aux héritiers toute intervention au partage comme dénuée d'intérêt, et valider le partage fait nonobstant leur apparition. Comment en effet pourraient-ils prétendre surveiller une opération portant uniquement sur des biens qui échappent à leur atteinte ?

Le bénéfice de séparation des patrimoines qui permet aux créanciers et légataires du *de cujus* de se faire payer sur les biens héréditaires par préférence aux

1. V. C. de Paris (5^e ch.) 21 mars 1889 D. 90, 2, 61. C. de Paris, 3^e ch. 19 décembre 1889, D. 89, 1, 2, 19.

2. V. C. de Toulouse, 5 mai 1838. S. 38. 2. 456. C. Angers, 10 janv. 1893. D. 93. 2. 111. Paris (3^e ch.) 19 déc. 1895, *le Droit* 23 août 1895. Paris 3^e ch. 7 août 1896, D. 97. 2. 17.

créanciers de l'héritier ne saurait être accordé quand il s'agit de rentes sur l'Etat, parce que cette mesure n'est en définitive que le préliminaire d'une vente forcée et que cette vente forcée est impossible pour les rentes (1).

Enfin le légataire d'une inscription de rentes ne saurait être davantage inquiété par les créanciers du défunt. (V. arrêt précité, Cour de Paris, 2 mai 1878). Si le legs a pour effet de rendre la succession insolvable, il ne sera pas nul comme il le serait s'appliquant à d'autres biens suivant la règle « *nemo liberalis nisi liberatus* » et les créanciers ne pourront attaquer la disposition testamentaire puisqu'elle porte sur des valeurs qui n'étaient pas dans leur gage.

Mais une seconde question se pose : quelle sera la situation de l'héritier dans le cas où il serait entré en possession d'une succession insolvable et comprenant des rentes sur l'Etat ? Si, comme nous venons de l'indiquer, les créanciers n'ont aucune action sur ces rentes elles-mêmes, en auront-ils une sur les biens personnels de l'héritier ?

Ici deux hypothèses se présentent.

L'héritier a accepté purement et simplement, ou ayant accepté sous bénéfice d'inventaire, il y renonce ou en est déchu. Pas de doute. Les créanciers du défunt pourront le poursuivre sur ses biens personnels, poursuite dont l'efficacité dépendra de sa propre solvabilité.

1. V. Paris 16 décembre 48. D. 49. 2. 121. Paris, 2 mai 78 et Cassation ch. civ. 2 déc. 79. D. 80. 1. 69.

Mais il a accepté sous bénéfice d'inventaire. Pourra-t-il conserver les rentes et ne désintéresser les créanciers que jusqu'à concurrence de ce qu'il recueille en outre des rentes dans l'hérédité ? Si même l'hérédité ne comprend que des rentes, pourrait-il se les approprier sans désintéresser les créanciers sur ses biens personnels ? En un mot le bénéfice d'inventaire est-il conciliable avec l'exercice du privilège ?

La jurisprudence avait commencé par l'admettre. (C. de Paris, 14 avril 1849. D. 49. 2. 190). Mais il sembla que la situation faite à l'héritier qui invoquait à la fois ces deux garanties était particulièrement scandaleuse et se départissant de sa première rigueur la jurisprudence admit, sans imposer une vente forcée, que l'héritier bénéficiaire sous peine d'être déchu de cette qualité devait vendre les rentes sur l'Etat faisant partie de la succession et en payer le prix au créancier (Paris, 22 nov. 1855. D. 56. 2. 269. — Paris, 13 juin 1856. D. 57. 2. 194). — Ce dernier arrêt décide que l'héritier bénéficiaire qui fait immatriculer en son nom les rentes et en perçoit les arrérages encourt une responsabilité personnelle envers les créanciers et peut être condamné au paiement de leurs créances, « attendu » dit-il « que si les articles 4 de la loi du 8 nivôse an VI et 7 de la loi 22 floréal an VII ne permettent pas de former saisie au Trésor public, il en résulte à la vérité, que nul ne peut exiger la vente des rentes par autorité de justice, mais que l'héritier bénéficiaire n'en est pas moins tenu, en sa qualité d'administra-

teur de la succession, aux termes de l'article 803 du Code Napoléon, de rendre compte aux créanciers de toutes les valeurs par lui recueillies. »

Cette jurisprudence qui a voulu être équitable est-elle, tout en conservant aux rentes le caractère d'insaisissabilité, d'accord avec les règles du droit ? Quelles raisons met-elle en avant pour justifier la déchéance qu'elle prononce ? quelle est leur valeur juridique ?

Elle invoque d'abord les conséquences iniques de l'opinion contraire. « Si l'héritier bénéficiaire ne devait pas compte des rentes aux créanciers », dit l'arrêt du 22 novembre 1855 dans ses considérants, « il aurait une situation encore plus exorbitante et plus inadmissible que celle du débiteur direct ou de l'héritier pur et simple puisque ceux-ci, s'ils sont affranchis de poursuites sur les rentes, peuvent être atteints sur leurs autres biens présents et à venir, tandis que l'héritier bénéficiaire qui n'est pas tenu sur ses biens des actions des créanciers de la succession, jouirait paisiblement des rentes au mépris des droits de ces créanciers. »

Si vraie que soit cette constatation, encore que la situation faite aux créanciers soit la même quand il s'agit d'un héritier pur et simple insolvable, elle ne prouve rien, car l'injustice des applications d'un droit n'a jamais suffi à infirmer ce droit s'il est reconnu fondé d'autre part.

La jurisprudence a ensuite prétendu, et cette fois elle se plaçait sur le véritable terrain de la discussion, que la situation de l'héritier bénéficiaire n'était pas la même que

celle de l'héritier pur et simple « considérant » continue l'arrêt de 1855 « que le principe de la saisine est modifié par l'acceptation bénéficiaire qui impose des obligations et des devoirs particuliers à l'héritier et qui surtout empêche la confusion des patrimoines. »

La situation n'est pas la même soit, mais à quel point de vue ? Y a-t-il quelque chose de changé dans le principe qui règle la transmission des biens ? L'héritier bénéficiaire ne succède-t-il pas au même titre que l'héritier pur et simple ? N'est-il pas le représentant du défunt au point de vue de la propriété des biens de la succession, de l'acquiescement des charges, de l'exercice des privilèges qui y sont attachés ? L'affirmative n'est pas douteuse ; « l'héritier bénéficiaire », dit Pothier (*Traité des successions*, p. 357), « est pareillement réputé saisi de la succession dès l'instant où elle a été ouverte ; il est vrai héritier, vrai propriétaire des biens de la succession. » Mais alors les rentes sur l'Etat lui arrivent comme à l'héritier pur et simple avec le privilège d'insaisissabilité et il a bien le droit de les faire immatriculer en son nom.

Cependant on veut lui faire encourir de ce fait une responsabilité personnelle envers les créanciers parce que « il est tenu en sa qualité d'administrateur de la succession, aux termes de l'article 803 du Code civil, de rendre compte aux créanciers de toutes les valeurs par lui recueillies. » Si la situation des deux héritiers diffère, c'est en effet sous le rapport du paiement des dettes et, comme conséquence, au point de vue des obligations imposées à

l'héritier bénéficiaire pour la garantie des droits des créanciers sur l'actif successoral, obligation de dresser inventaire, d'administrer et de rendre compte. Mais souvenons-nous que dans l'hypothèse où nous nous sommes placés les créanciers n'ont aucun droit sur les rentes, qu'elles ne figurent pas dans leur gage, parmi leur sûretés, qu'elles ne sont point à leur égard dans l'actif successoral; comment peut-on soutenir alors que des biens sur lesquels aucun droit ne peut s'exercer puissent être cependant objets d'obligations? Là où il ne saurait y avoir de préjudice, comment reconnaître une responsabilité, prononcer une déchéance?

Il faut donc admettre que les rentes ne tombent pas sous le coup de l'article 803 lequel n'impose l'obligation de rendre compte que des biens sur lesquels les créanciers peuvent exercer des poursuites. Nous dénonçons par suite tout fondement à la jurisprudence qui prononce la déchéance du bénéfice d'inventaire quand les rentes n'ont pas été comprises dans le compte.

Du reste, comme le fait très justement observer M. Mollet (*Gaz. des Trib.*, 29 août 1856), les arrérages n'échapperont pas à la mainmise des créanciers car eux ne sont insaisissables que vis-à-vis du trésor. Ont-ils été payés, ils retombent sous l'empire des articles 2092, 2093 et 803 du Code civil. Comme toute autre somme d'argent le droit de gage général des créanciers les frappe; l'héritier bénéficiaire en se les appropriant encourt la déchéance du bénéfice d'inventaire. On peut donc dire qu'en somme

l'acceptation sous bénéfice d'inventaire fait dans un certain sens une situation plus favorable aux créanciers que l'acceptation pure et simple par un héritier sans fortune personnelle, qui n'est tenu de rendre aucun compte.

Faut-il repousser toute prétention des créanciers quand les rentes sur lesquelles ils veulent exercer leurs poursuites sont comprises dans une succession vacante ?

Nous ne le croyons pas parce qu'à notre avis la situation n'est pas la même qu'en matière de succession bénéficiaire.

Une succession est réputée vacante, dit l'article 811 du Code Civil quand il n'y a pas d'héritier connu, ou que les héritiers connus y ont renoncé.

L'hérédité ne repose donc sur aucune tête ; alors que l'héritier bénéficiaire continuait la personne du défunt, était propriétaire des biens laissés par lui, titulaire des privilèges y attachés, le curateur n'est rien autre chose qu'un administrateur chargé de liquider.

Personne n'a plus qualité pour opposer l'insaisissabilité et par ce seul fait les droits des créanciers cessent d'être paralysés ; ces derniers pourraient par conséquent assigner en exécution de son mandat le curateur qui tenterait de se dérober à l'obligation formelle que lui impose la loi de vendre les rentes.

Le conseil d'Etat s'est pourtant prononcé en sens contraire par une décision du 19 décembre 1839 (Bidot. S. 40.2.282).

Mais enfin, dans une succession, des difficultés peuvent

s'élever non seulement entre héritiers et légataires d'une part et créanciers de l'autre, mais encore entre ces héritiers et légataires eux-mêmes. Car les héritiers se doivent entre eux le rapport des dons qu'ils ont reçu du *de cujus*.

Ces héritiers, les légataires universels ou à titre universel sont tenus vis-à-vis des légataires particuliers à la délivrance de leurs legs. Or, si la donation, si le legs, ont eu pour objet des rentes, le privilège d'insaisissabilité paralysera-t-il l'action de l'héritier qui demande le rapport, du légataire qui réclame la délivrance de son legs? Et dans une hypothèse toute semblable, si une donation consistant en rentes était devenue caduque, faudrait-il refuser aux ayants-droit la possibilité de s'en prévaloir sur ces rentes elles-mêmes? Nous ne le croyons pas, parce que comme nous l'avons déjà expliqué (v. p.

) la question est toute différente de celle qui s'est posée jusqu'ici. Il ne s'agit plus de déposséder un titulaire réel au profit de ses créanciers mais de trancher une véritable question de propriété et l'insaisissabilité est hors de cause. Du reste, le Trésor a toujours exécuté en cette matière les décisions de l'autorité judiciaire sans se reconnaître le droit de les contrôler.

Dans une espèce soumise au Conseil d'Etat le 8 juin 1885 (Poirault), un jugement avait reconnu qu'un titre inscrit au nom d'un particulier en vertu d'une donation devenue caduque devait être partagé entre lui et les autres bénéficiaires d'une donation ultérieure. Le ministre des finances avait autorisé la mutation du titre de

rente sur le vu d'un certificat de propriété régulièrement délivré en exécution du jugement, et le titulaire s'était pourvu contre cette décision prétendant que le tribunal avait fait une fausse application de la loi.

Le Conseil d'Etat a au contraire reconnu que le principe de l'insaisissabilité ne faisait pas obstacle à ce que la mutation d'un titre soit opérée sans le consentement du propriétaire en exécution d'un jugement déclarant que ce titulaire n'est propriétaire de la rente que pour partie.

La solution devrait être la même quand le rapport est dû et qu'au décès du donateur le titre de rente existe encore entre les mains du donataire, si d'autre part ce dernier se refuse à rapporter en deniers et que le rapport en moins prenant soit impossible. Cela résulte des articles 829 et 858 C. civ. le premier imposant le rapport pour assurer l'égalité en matière de partage, le second indiquant la façon dont il y sera procédé suivant les circonstances.

Les tribunaux pourraient donc en conséquence ordonner la vente du titre et la remise du prix à la succession pour permettre de procéder au partage.

De même encore, si le testateur a légué expressément un titre de rente, ou seulement stipulé que les legs particuliers renfermés dans son testament seraient payés sur le produit de la vente de titres de rente, l'héritier ou le légataire universel ne pourront se refuser à la délivrance ou à l'aliénation dudit titre, parce qu'ils n'en sont que les

légataires apparents, les légataires particuliers étant les véritables propriétaires.

C'est dans ce sens qu'ont statué les arrêts de Cassation du 16 juillet 1894 dans une espèce de rapport, du 2 juillet 1894 dans une espèce de legs.

Néanmoins nous ne pouvons les invoquer pour soutenir la solution que nous proposons puisqu'ils admettent tous les deux le principe de saisissabilité.

RENTES DÉPENDANT D'UNE FAILLITE

L'article 443 du Code de commerce dispose que le jugement déclaratif de la faillite emporté de plein droit à partir de sa date dessaisissement pour le failli de l'administration de tous ses biens, même de ceux qui peuvent lui échoir tant qu'il est en état de faillite.

Si l'on reconnaît que les rentes sont en principe insaisissables, faut-il-admettre cependant que celles du failli doivent être comprises parmi les biens dont le jugement déclaratif de faillite porte dessaisissement ? Faut-il en conséquence, autoriser le syndic à les aliéner au même titre que tout l'actif mobilier ?

Doit-on décider au contraire, que les rentes du failli continuent à être protégées contre toute mainmise de la part des créanciers par le privilège de l'insaisissabilité, que ce privilège n'est pas plus modifié par la faillite du titulaire qu'il ne le serait pour un non commerçant par la déconfiture ou l'insolvabilité de sa succession ?

La question telle que nous venons de la poser ne fut tranchée nettement par les tribunaux qu'en 1854.

On a cité souvent un avis du Conseil d'État du 26 fructidor an XIII, décidant que les syndics d'une union de créanciers ne peuvent s'opposer au transfert de rentes appartenant à leurs débiteurs tombés en faillite ouverte et au domicile desquels les scellés ont été mis (de Cormenin, *Questions de droit administratif*, II, p. 76). Mais, il résulte clairement des motifs de l'avis que les syndics prétendaient non pas revendiquer des titres de rente pour les faire entrer dans la masse, mais, en violation des termes mêmes de la loi de l'an VI, former opposition au transfert d'inscription consenti par le failli. Or, nous le savons, s'il est un point qui reste hors de doute, c'est la prohibition de toute saisie ou opposition entre les mains des agents du Trésor. L'avis de l'an XIII ne donnait donc en réalité aucune solution à notre question.

La Cour de Cassation eut pour la première fois à se prononcer en 1854 et elle décida par un arrêt de sa Chambre des requêtes du 8 mai, que « le principe qui soustrait les rentes sur l'État à toute espèce de mainmise de la part des tiers, n'est pas modifié par l'état de faillite du propriétaire de la rente »; en conséquence, elle reconnaissait que le dessaisissement produit par l'état de faillite ne s'appliquait pas aux rentes sur l'État, que le failli conserverait, nonobstant la déclaration de faillite, le droit d'aliéner les rentes sur l'État dont il est propriétaire et qu'il a recueillies comme dans l'espèce dans une succession ouverte à son profit depuis la faillite (D. 54. 1. 146. S. 54. 1. 309).

Mais, pour ce que cette solution avait de logique, nous le verrons dans un instant, elle ne laissait pas d'avoir des suites désastreuses pour les créanciers, surtout en matière commerciale où les transactions sont si nombreuses et si rapides, où il est presque impossible aux créanciers de se munir de gages et de sûretés.

Devant les protestations qui se produisirent, la Cour suprême appelée de nouveau à se prononcer sur la question revint sur sa première jurisprudence par un arrêt de la chambre civile du 8 mars 1859 (D. 59, 1, 145) confirmant un arrêt de la Cour de Lyon du 19 juin 1857 (pour les considérants de ces deux arrêts voir page 42).

Tout en continuant à affirmer le privilège d'insaisissabilité, elle écarta l'application des lois de l'an VI et de l'an VII, en autorisant le syndic à procéder au transfert et à la vente des titres appartenant au failli, et pour justifier cette nouvelle doctrine elle donna les deux motifs suivants :

1° Autre chose est la saisie ou l'opposition dont ces rentes sont affranchies, autre chose la mainmise qui succède à l'égard du failli à son dessaisissement de l'administration de tous ses biens sans exception.

2° Lorsque les syndics procèdent à l'aliénation des rentes dépendant de l'actif, c'est en qualité de mandataires légaux qu'ils le font.

La portée de ce dernier argument est aisée à saisir ; qu'importe que les rentes soient saisissables ou insaisissables ! qu'importe que les droits du titulaire soient plus

ou moins absolus puisqu'en vertu de leur mandat légal ce sont ces propres droits que pourront exercer les syndics. Reconnaissait-on la saisissabilité des rentes il fallait s'arrêter devant l'opposition au Trésor que prohibe en termes exprès les lois de l'an VI et de l'an VII. La fiction de la Cour suprême lève cette dernière barrière.

Aussi peut-on s'expliquer qu'elle ait été reprise et soutenue dans des considérants d'arrêts donnant cependant aux lois de l'an VI et de l'an VII l'interprétation la plus restrictive. « Considérant », dit la Cour d'Amiens (D. 94, 2, 208), après avoir admis que les lois de l'an VI et de l'an VII se sont bornées à prohiber la voie de l'opposition au Trésor, « considérant que les syndics loin de voir leur action paralysée par les lois de l'an VI et de l'an VII auraient en pareil cas la faculté de s'en prévaloir et de recourir à la voie de l'opposition réservée formellement par ces lois au profit des propriétaires des titres de rente ; que le failli en effet est frappé d'une véritable déchéance et que ses mandataires légaux ont seuls le droit d'agir de même que le tuteur exerce seul les droits du mineur ou de l'interdit ».

A la vérité ce sont même ces seuls arrêts qui aient emprunté à la Cour suprême ses motifs pour la raison que nous venons d'indiquer et sans doute aussi par mesure de prudence, pour se mettre à l'abri de la Cassation (1).

1. V. *Orléans*, 9 avril 78. S. 78.2, 183. Paris 19 janv. 86. S. 87. 2.1.D.86.2.233. Amiens 16 janvier 1894 D. 94.2.208.

Au contraire les décisions postérieures à 1859 qui maintiennent le principe d'insaisissabilité en sont restées à la doctrine de l'arrêt de 1854 (V. Aix, 31 juillet 82. D. 84. 2.94. Rouen, 6 mars 88. D. 88.2.291).

Tels sont, en notre matière, l'évolution et l'état actuel de la jurisprudence.

Quelle est au point de vue juridique la valeur des motifs de l'arrêt de 1859 ?

On soutient d'abord qu'aux termes de l'article 443 du Code de commerce le jugement déclaratif de faillite entraîne une mainmise des créanciers sur tous les biens du failli sans exception et que dans cette mainmise sont compris les titres de rentes sur l'Etat.

Or cela ne nous semble pas exact, car le dessaisissement qui selon l'expression de Trouiller n'est qu'une saisie plus rapide (voir, *Revue pratique*, 1861 p. 161.) n'a été imaginé par le Code de commerce que pour empêcher des détournements et des fraudes qui pourraient diminuer le gage des créanciers. Il ne doit donc frapper que les biens qui constituent ce gage et ne saurait s'appliquer aux valeurs sur lesquelles les créanciers n'ont jamais eu aucun droit de poursuite. Pour que les syndics puissent comprendre des valeurs dans leur administration et les réaliser en numéraire pour en mettre le prix en distribution, la condition essentielle est qu'il soit permis aux créanciers sous une forme quelconque de se faire payer sur le prix de ces valeurs, et, déclarer qu'ils sont fondés à faire opérer le transfert des rentes de l'Etat parce

qu'ils en prennent l'administration, c'est commettre une véritable pétition de principes.

Aussi la Cour ajoute-t-elle que la vente opérée en vertu de cette mainmise doit être réputée faite non par les créanciers poursuivant en leur nom l'expropriation des biens de leur débiteur mais par le failli lui-même dont les syndics sont les mandataires légaux.

Cette affirmation est certainement erronée.

S'il est vrai de dire dans certains cas que les syndics représentent le failli, il n'en reste pas moins avéré qu'ils sont avant tout les mandataires des créanciers. Le code de Commerce en donne lui-même de nombreuses preuves : dans les procès soutenus par les syndics, activement ou passivement contre les tiers, le failli peut intervenir (article 443 code de Commerce); lors de la vérification des créances, le failli est présent ou du moins il est convoqué, et il a le droit de faire des observations ou des réserves (article 494 code de Commerce); le failli peut s'opposer à l'homologation d'une transaction proposée par les syndics. C'est reconnaître que les syndics cessent de représenter le failli chaque fois qu'ils élèvent dans l'intérêt de la masse une prétention que ce dernier conteste et d'une façon plus générale, chaque fois que les intérêts de celui-ci sont en conflit avec ceux des créanciers. Or n'est-ce pas le cas lorsque les syndics prétendent faire vendre au profit de la masse une rente dont le failli réclame la possession en vertu du privilège spécial attaché à ce titre ? On ne peut donc pas soutenir que les syndics soient les man-

dataires du failli lorsque ce dernier s'oppose au transfert auquel ils voudraient procéder.

On a encore invoqué l'article 484 du Code de commerce aux termes duquel le syndic doit prendre charge des marchandises, argent, titres actifs.

L'expression de titres actifs comprend prétend-t-on les rentes sur l'Etat. Mais est-il besoin de dire que si le législateur avait entendu désigner les rentes placées par une législation spéciale en dehors du droit commun il se serait exprimé d'une façon plus précise?

L'argument tiré de l'arrêté du 27 prairial an X qui interdit aux agents de change et aux courtiers de commerce « de négocier aucune lettre de change, billets ; vendre aucune marchandise appartenant à des gens dont la faillite sera connue » est encore moins bon, puisqu'il ne parle pas des effets publics que cite cependant avec les lettres de change et billets, l'article 76 du Code de commerce relatif aux attributions des agents de change.

De cet examen critique il faut conclure que la doctrine qui prétend concilier le principe d'insaisissabilité avec les droits des créanciers du failli ne repose sur rien de juridique.

Si les rentes ne tombent pas sous l'application des articles 2092 et 2093 du Code civil, l'état de faillite de leur titulaire ne saurait porter atteinte au privilège dont elles jouissent. Elles continuent à être en dehors du gage des créanciers, soustraites à toute mainmise et à toute aliénation de la part des syndics qui ne peuvent avoir

plus de droits que ceux dont ils ne sont que les représentants.

Nous estimons en outre que les Cours qui reconnaissent la saisissabilité des rentes devraient cesser pour justifier leurs décisions d'invoquer la fiction du mandat légal, fausse nous l'avons démontrée, et inutile puisque ces décisions interviennent la plupart du temps dans des cas où il n'est pas question d'opposition au Trésor. Comme le dit M. Labbé dans une note sous l'arrêt du 19 janvier 1886 (S. 87, 2, 1) « elles cousent ensemble, de la sorte, deux argumentations inégalement exactes, et affaiblissent rationnellement la portée doctrinale de leurs arrêts. »

Ce n'est point cependant la solution que nous venons d'adopter qui est suivie par le Trésor. Le gardien ordinairement, si sévère du privilège de l'insaisissabilité a fait fléchir ici sa rigueur.

Se conformant à l'instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819 (art. 17 à 20 du titre 3) (1), il admet que le transfert des rentes appartenant à un titulaire tombé en faillite soit

1. Art. 17. Mais à l'égard des rentes appartenant à un failli elles ne peuvent être transférées par les syndics provisoires que sur l'autorisation du juge commissaire.

Art. 18. L'article 192 du Code de Commerce porte, en effet, que les syndics pourront procéder à la vente des effets du failli sans autorisation du commissaire, et l'application de cette disposition aux rentes a été consacrée par divers arrêts de la Cour des comptes.

Art. 19. Elle est pareillement applicable aux syndics définitifs parce qu'il est de principe que nul ne peut vendre les biens d'autrui sans

opéré par le syndic avec autorisation du juge commissaire.

Ces articles se bornent à affirmer que les rentes sont comprises parmi les biens sur lesquels les syndics exercent leur main mise et leur administration.

Nous venons de voir qu'une semblable interprétation était inconciliable avec le principe d'insaisissabilité.

mandat, et à défaut, sans une décision de l'autorité administrative ou judiciaire.

Art. 20. L'article 323 du même code dit, en effet, que les syndics définitifs poursuivront en vertu du contrat d'union la vente des effets mobiliers sous la surveillance du commissaire.

DU NANTISSEMENT EN RENTES

L'insaisissabilité des rentes est-elle est un obstacle à ce qu'elles puissent être données en nantissement? M. Glesson, dont l'opinion est du reste restée isolée, l'a soutenu dans une note (Voyez D. 94. 1.497).

« Si les rentes ne rentrent pas dans le gage général des créanciers » dit-il « à plus forte raison ne peuvent-elles pas faire l'objet d'un gage spécial à moins d'un texte formel de loi. Il faudra bien en effet que le créancier s'adresse au tribunal pour obtenir la réalisation du gage (art. 2078. C. civ.) et donner à la justice le droit d'ordonner la vente de rentes remises en nantissement c'est organiser indirectement la saisie de choses que la loi a déclarées insaisissables. Prétendra-t-on que la renonciation à l'insaisissabilité est possible par la raison qu'elle n'est pas d'ordre public? Mais si, elle est d'ordre public puisqu'elle a été établie dans l'intérêt de l'Etat. Verra-t-on dans le gage un mandat? Mais le mandat est essentiellement révocable et celui-ci ne peut l'être. Si c'est un mandat irrévocable

cable c'est une clause de voie parée et si la loi a défendu de la stipuler pour des immeubles saisissables à plus forte raison pour des meubles insaisissables. Ne décide-t-on pas du reste sans difficulté que les pensions, biens en droit insaisissables, ne peuvent être données en nantissement spécial (D. 79 2. 84)? Enfin le législateur en autorisant le nantissement en rentes, dans certains cas déterminés n'a-t-il pas nettement fait entendre qu'il était prohibé dans la généralité des autres? »

A notre avis cette argumentation n'est pas juste et nous croyons que nonobstant toute insaisissabilité les rentes peuvent faire l'objet d'un gage.

L'opinion de M. Glasson ne pourrait se soutenir que si les rentes étaient indisponibles comme par exemple les pensions auxquelles il prétend les assimiler ; et en effet la cour de Paris a jugé que si la rente ne peut être aliénée que quand le titulaire aura atteint un âge déterminé il est impossible légalement de la constituer en gage avant cette époque. Paris 26 janvier 1894. (D. 94 2.215), mais autre chose est l'insaisissabilité autre chose l'indisponibilité ; alors que celle-ci paralyse le propriétaire dans l'exercice de ses droits celle-là lui conserve toute sa liberté et n'attend que les créanciers. Or si on a pu soutenir que les rentes étaient insaisissables, on n'a jamais prétendu qu'elles fussent indisponibles.

Le propriétaire d'une rente comme le dit M. Ruben de Couder (*Pandectes. Chron.* t. 4 p. 172) est donc libre d'en faire ce qu'il veut ; il peut la donner, la vendre ; il est vrai

qu'en la remettant en gage il ne l'aliène pas *hic et nunc*, mais il sait quelles sont les suites qu'entraînera l'inexécution de ce contrat et par conséquent, il autorise volontairement son créancier à vendre s'il ne se libère pas dans le délai convenu.

En d'autres termes, les rentes ne répondraient-elles pas vis-à-vis des créanciers des engagements contractés envers eux, elles peuvent assurément être l'objet de conventions spéciales, et si d'une de ces conventions l'aliénation doit résulter (qu'importe qu'elle soit immédiate ou éventuelle) ! quand il s'agira d'y procéder, on ne saurait soutenir que le consentement du titulaire a fait défaut.

L'ordre public ! Pourquoi le consentement éventuel à l'aliénation y serait-il contraire alors que l'aliénation immédiate est autorisée ?

Quant aux actes qui autorisent ce nantissement, et que M. Glasson interprète comme des exceptions, nous n'y voyons que des applications particulières de la règle générale.

Les principaux sont : la loi du 8 septembre 1830 qui fixe à 2 francs le droit d'enregistrement à percevoir pour les nantissements en fonds publics français ; la loi du 17 mai 1834 article 3 qui autorise la Banque de France à faire des avances sur dépôts de tous les effets publics français ; le décret des 7 et 21 août 1869 qui étend cette disposition au Crédit foncier ; l'article 832 du Code de procédure civile, qui permet au surenchérisseur de fournir à défaut de cautionnement un nantissement en argent ou en rentes sur

l'Etat ; la loi du 15 juin 1872, article 6, qui accorde au propriétaire de valeurs au porteur, dépossédé de ses titres et ayant fait opposition au paiement du capital et des ar-rérages, la faculté de fournir au lieu et place d'une cau-tion, un nantissement ou rentes ; la loi du 25 juillet 1891 qui autorise le Mont-de-Piété de Paris à recevoir en nan-tissement des rentes françaises.

Enfin, certaines lois permettent à des comptables de fournir tout ou partie de leur cautionnement en rentes sur l'État. V. ég. ord., 22 mai 1825 ; 6 juin 1830, article 4 ; 31 octobre 1830 ; 29 novembre 1831 ; 23 décembre 1847 ; dé-cret 18 décembre 1849 ; lois du 8 juin 1864, 16 septembre 1871, art. 29 et 22 mars 1873 ; décret 18 octobre 1882.

On peut constater que si dans la plupart des cas prévus par ces textes, on autorise expressément le nantissement en rentes, ce n'est point par exception, mais à l'exclusion du nantissement en autres valeurs, parce qu'on estime qu'a-près le numéraire, les immeubles et la caution person-nelle, les rentes constituent la garantie la plus sûre.

La solution que nous avons soutenue, est du reste celle qui est adoptée par la presque unanimité de la doctrine et par la jurisprudence (1).

1. Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, n° 292. Buchère, *id.* n° 138. Aubry et Rau, IV, p. 700, § 432. texte et note 2.

Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, II, n° 275 bis. Garsonnet, *Traité théorique et pratique de procédure civile*, III, p. 529, n° 549.

Paris, 13 janv. 1854, D. 54.2.93. Dijon, 18 déc. 1855, D. 56.2.185.

Tous les titres qu'ils soient nominatifs, mixtes, au porteur peuvent faire l'objet du nantissement dont nous avons reconnu la légitimité. La nue-propriété, l'usufruit en sont également susceptibles.

Mais à ce sujet deux questions se posent.

Si la nue-propriété seule a été donnée en gage et que l'usufruit vienne à s'éteindre, le gage restera-t-il restreint à l'usufruit ou portera-t-il sur la pleine propriété de la rente? En d'autres termes, en l'absence de toute convention particulière bien entendu, faudra-t-il appliquer par analogie l'article 2133 du Code civil, aux termes duquel l'hypothèque établie sur la nue propriété s'étend à la pleine propriété du jour où la consolidation s'est opérée? C'est l'opinion de M. Rozier (thèse page 97). Nous pensons cependant comme M. Robin, (thèse page 111) que cette extension du gage n'est pas admissible dans notre espèce; comme il le fait justement remarquer, les droits du créancier sont limités à ce qui lui a été expressément concédé: en saisissant l'usufruit, il excéderait les pouvoirs qui lui ont été concédés.

Si c'est l'usufruit qui a été seul gagé, la même question peut se poser au cas de confusion avec la nue-propriété et la solution à notre avis doit être la même, d'autant plus qu'on ne peut plus tirer argument de l'article

Paris, 17 janv. 1868. S. 63.2.79. Par's, 19 janv. 1886. S. 87.2.1. Paris, 21 mars 1889. D. 90.2.62. Paris, 23 janv. 1894. D. 94.2.215. Paris 27 déc. 1894. D. 96.2.123.

2133. (voir Demolombe t. X n^{os} 747 et suivants, Aubry et Rau, t. II § 234, p. 513. *Contra* Laurent, t. XXX, n^o 212).

Lorsqu'une rente a fait l'objet d'un nantissement, peut-il en être consenti un second sur cette même rente ?

La réponse ne saurait être absolue et dépend de l'étendue du premier gage et des conditions qui ont pu y être mises. Si c'est un nantissement complet qui a été souscrit, le débiteur ne pourrait certainement conférer à d'autres créanciers un droit de gage par ordre successif comme en matière hypothécaire, car en vertu de l'adage qui s'explique par la condition de possession nécessaire à la validité du gage « nantissement sur nantissement ne vaut ». Comment en effet attribuer à un nouveau créancier une possession dont on s'est déjà dépouillé ? Mais d'autres hypothèses peuvent être prévues. Dans le premier emprunt, le débiteur a pu se réserver d'en contracter d'autres pour une somme déterminée en conférant la même garantie. Les différents prêteurs viennent alors en concours. (Gorges et de Bray, p. 245). Souvent aussi, une partie seulement du titre de rente a été affectée au nantissement primitif. Le surplus peut alors être grevé d'un nouveau gage, et dans ce cas, c'est par priorité que les créanciers exercent leur privilège. (Baudry-Lacantinerie et de Lòynes *du Nantissement* n^o 87). Dans ces deux dernières hypothèses, le Trésor requis par un certificat régulier inscrirait certainement le second nantissement sur le titre de rente. M. Robin (p. 110) et M. Rozier (p. 97), commettent donc une erreur quand ils pré-

tendent qu'un second nantissement ne devient possible qu'avec le consentement du premier créancier.

Nous venons de voir qu'on doit reconnaître la validité d'un nantissement portant sur des rentes. Dans les rapports des parties entre elles, la validité de ce contrat n'est subordonnée à l'accomplissement d'aucune formalité. La prestation de la chose effectuée dans la commune intention de faire naître un droit de gage au profit du créancier suffit pour rendre le contrat parfait. Mais il n'en est pas de même à l'égard des tiers, vis-à-vis desquels le gage n'a d'efficacité qu'autant que certaines conditions de forme ont été accomplies. Ces conditions instituées pour prévenir les fraudes sont édictées par les articles 2074-2075-2076 du code civil. L'article 2074 prescrit la rédaction d'un acte et détermine les énonciations qu'il doit contenir ; l'article 2075 prévoit certaines formalités spéciales, lorsque la chose donnée en gage est un meuble incorporel ; l'article 2076 exige la remise du gage entre les mains du créancier ou d'un tiers convenu.

Recherchons quelle application doit être faite de chacune de ces dispositions au nantissement en rentes.

La loi veut d'abord que le contrat soit constaté par un acte public ou par un acte sous seing privé dûment enregistré.

Article 2074. — « *Ce privilège n'a lieu qu'autant qu'il y a un acte public ou sous seing privé dûment enregistré* ».

Article 2075. — « *Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels tels que*

les créances mobilières, que par un acte public ou sous seing privé aussi enregistré ».

La nécessité d'un acte public ou sous seing privé enregistré s'impose aussi bien pour les titres au porteur que pour les titres nominatifs.

En effet, l'article 2074 exige l'observation de cette formalité pour la mise en gage des meubles corporels, l'article 2075 pour la mise en gage des meubles incorporels. (En ce sens, Baudry et de Loynes, I. p. 41. Aubry et Rau. IV, p. 702 § 432, texte et note 2).

Une autre opinion cependant permet à un créancier de se faire payer par préférence sur le prix des titres au porteur, par cela seul qu'ils lui ont été livrés à titre de nantissement, alors même que la convention n'est pas constatée par un acte public ou sous seing privé enregistré. Elle part de cette idée que le nantissement doit être régi par les mêmes règles que la transmission de propriété; or, ce point de vue est inexact à notre avis puisque la loi dans la crainte de fraudes a précisément soumis la constitution du gage à des formalités rigoureuses qu'elle n'exige pas en matière de vente (1). (Comparez les articles 2279 et 2074 du C. civ.).

1. Voir Troplong, *Traité du nantissement*, n° 287. Massé, droit commercial, VI, n° 525. Alauzet. *Commentaire du Code de commerce*, n° 458.

Bordeaux, 17 avril 1845. D. 45. 2. 118. S. 45. 2. 450. Paris, 29 mars 1856. D. 56. 2. 228.

On a soutenu d'autre part qu'un acte notarié était toujours nécessaire pour la constitution d'un nantissement en rentes sur l'Etat (Voir Seine, 30 novembre 1892 et 23 décembre 1892. *Audience*, n° 5159). Que la rédaction d'un acte notarié présente de grands avantages, nous le reconnaissons et nous l'expliquerons tout à l'heure. Mais, rien n'autorise à l'imposer contrairement aux dispositions si formelles de l'article 2075. « Le privilège ne s'établit sur les meubles incorporels tels que les créances mobilières que par un acte public ou sous seing privé enregistré ». Aucune disposition postérieure n'a supprimé cette faculté en ce qui concerne les rentes (1).

Enfin, bien que l'article 2075 ne prévoie que l'enregistrement, on admet généralement que conformément à l'article 1328 du Code civil les circonstances qui donnent date certaine aux actes sous seing privé peuvent y suppléer (2).

Mais si l'absence d'acte authentique ou sous seing privé ayant acquis date certaine rend certainement le nantissement inefficace à l'égard des tiers, en est-il de même vis-

1. Voir en ce sens. Paris, 23 janvier 1891. D. 94. 2. 215. Deloison, p. 110. Buchère, nos 138 et suivants.

2. Troplong *nantissement*, nos 197 et suivants. Rolland de Villargues. *Gage*, n° 9.

Dijon, 18 décembre 1855 (D. 56. 2. 185). Cassation, 17 février 1858 (D. 58. 1. 123). Lyon, 6 juin 1889 (D. 90. 2. 113). *Contra*. Aubry et Rau, t. IV, p. 701, § 432, note 7. Laurent, t. 28, n° 45. Baudry. *Droit civil*, III, n° 1025.

à-vis du Trésor ? En d'autres termes, si la formalité prescrite par l'article 2074 n'a pas été accomplie, peut-il contester la validité du contrat et s'opposer à son exécution ?

La question se présenta devant le Conseil d'Etat dans les circonstances suivantes :

Un emprunt ayant été fait, des rentes avaient été remises au prêteur sans que le nantissement eût été constaté autrement que par une simple correspondance échangée entre les parties. L'emprunteur ayant réclamé ses titres et nié l'existence du nantissement, le litige avait été porté devant l'autorité judiciaire qui avait reconnu le nantissement et autorisé le créancier à réaliser les titres. Le Trésor refusa d'opérer le transfert sous le prétexte qu'il n'y avait pas de nantissement, puisque la formalité prescrite par l'article 2074 n'avait pas été observée, et que par suite, le transfert aurait le caractère de cession forcée.

Le Conseil d'Etat, par un arrêt du 2 août 1878 (D. 79. 3. 41) sanctionna cette décision en semblant même exiger pour la validité du nantissement en rente un transfert de forme tel qu'il est requis pour les prêts consentis par certains établissements de Crédit (Banque de France. Crédit foncier. Mont-de-Piété de Paris).

A notre sens, le refus du Trésor, et l'arrêt du Conseil d'Etat constituent une fausse interprétation de l'article 2074. Car, s'il exige un acte écrit c'est pour assurer au créancier gagiste un privilège à l'égard des autres

créanciers, mais non pour établir *inter partes* l'existence et l'efficacité du contrat. Or, dans l'espèce, aucun créancier ne prétendait exercer son privilège; d'autre part, la réalité du nantissement, c'est-à-dire le consentement éventuel à l'aliénation, avait été reconnue d'une façon indiscutable par l'autorité judiciaire; qu'importait pour l'exécution du contrat entre les parties que ce consentement fût constaté par un écrit ou par un jugement! Le transfert ne constituait donc en aucune sorte une cession forcée comme le soutenait le Trésor et ce dernier n'avait aucun motif juridique pour s'y opposer (Voir en ce sens D. 79. 3. 41, note sous l'arrêt et *Revue générale d'administration*, 1878, III, p. 92).

L'article 2075, outre les conditions que nous venons d'étudier, veut que l'acte de nantissement soit signifié au débiteur de la créance donnée en gage. Le but de cette signification est, on le sait d'empêcher ce dernier de faire aucun paiement au préjudice du créancier gagiste, et en même temps de donner au contrat de gage une certaine publicité, car les tiers ne manqueront pas de se renseigner auprès du débiteur.

L'article 1690 prévoit une semblable signification, pour des raisons à peu près identiques, en matière de cession de créance. Mais il déclare que cette formalité peut être remplacée par l'acceptation du débiteur dans un acte authentique. On admet généralement que cette faculté doit être étendue au nantissement, et, ceux-là mêmes qui ont fait de l'enregistrement une condition de rigueur. (Voir

suprà p. 109 note 2) reconnaissent ici l'équivalence (1).

« En effet », disent MM. Baudry et de Loynes, « il n'y a aucun motif rationnel de faire une distinction, car s'il faut bien pour l'exercice du privilège que le créancier gagiste soit saisi à l'égard des tiers de la créance engagée, il l'est par l'acceptation dans un acte authentique de la même manière que par la signification ». Quant à la jurisprudence, elle n'a jamais eu à statuer que dans des espèces où l'acceptation du débiteur avait eu lieu dans un acte sous seing privé ; il va de soi qu'elle ne pouvait, aux termes mêmes de l'article 1690, en reconnaître la validité. (Cassation, requêtes, 11 août 69. D. 70. 1. 81). Cependant, un arrêt de la cour de Paris du 18 août 1881 (S. 82. 2. 25), en s'appropriant les motifs du jugement confirmé paraît admettre qu'en matière de constitution en gage d'une créance, l'acceptation n'est pas l'équivalent de la signification (2).

Mais l'article 2075 ainsi interprété, en raison même de sa connexité avec l'article 1690, s'applique-t-il à la mise en gage des rentes sur l'Etat ? En d'autres termes, des titres dont la transmission est soumise à des règles spéciales, différentes de celles prévues par l'article 1690

1. Duranton XVIII, n° 524. Aubry et Rau, t. IV p. 704 § 432, texte et note 15, Colmet de Santerre VIII n° 301 bis, Baudry et de Loynes, *Privilèges et hypothèques*, t. I n° 60

2. Voir aussi note, Lyon-Caen sous cet arrêt qui approuve cette solution par la raison que tout est de rigueur en matière de privilèges.

tombent-ils pour le nantissement sous l'application de dispositions qui n'ont été prises qu'en vue de créances se transmettant par l'accomplissement des formalités de l'article 1690 ? Cette question a été tranchée par la loi du 23 mai 1863 mais seulement, à notre avis, relativement au au gage commercial. (Baudry et de Loynes n° 62. p. 38, *contra* Aubry et Rau p. 705 § 432, p. 709 § 433). MM. Baudry et de Loynes font en effet remarquer : d'une part, que les alinéas 2 et 3 du nouvel article 91 du Code de Commerce ne se réfèrent qu'au gage commercial dont parle exclusivement l'alinéa 1 ; d'autre part, que les travaux préparatoires sont en ce sens, puisque la commission du Corps Législatif ayant proposé un amendement à l'effet d'étendre le bénéfice du nouvel article 91 au gage constitué en matière civile, « en fonds publics français et valeurs d'Industrie et de Commerce », le Conseil d'Etat écarta cette disposition, parce que, dit le rapporteur, elle faisait sortir le projet du Code de Commerce qui seul était à modifier, pour lui faire toucher au Code Civil.

L'article 2075 reste donc applicable au nantissement en rentes sur l'Etat. Or, nous avons vu qu'il subordonnait l'efficacité du contrat vis-à-vis des tiers à la signification au débiteur de l'acte constitutif de gage, que cette formalité cependant pouvait être suppléée par l'acceptation du débiteur dans un acte authentique, quand il s'agissait de créances dont la cession s'opérait conformément à l'article 1690. Mais, la propriété des rentes nominatives se transmet par voie de transfert sur le Grand livre, cette opéra-

tion remplaçant pour ces titres en matière de cession l'acceptation dans un acte authentique ; il est, par suite, naturel de reconnaître qu'elle peut également la remplacer en matière de nantissement et qu'un transfert de garantie effectué sur le titre suffit à sauvegarder les droits des tiers.

Ce transfert de garantie consiste dans la mention du nantissement sur le titre de rente. Le Trésor y procède sur la production d'un certificat de propriété délivré par un notaire et énonçant la constitution du nantissement. Un acte sous seing privé même enregistré ne serait pas admis. Il y a donc grand intérêt, comme nous le disions plus haut, à passer le contrat de gage devant notaire, puisque ces officiers ministériels ne peuvent instrumenter que lorsqu'ils ont reçu le contrat.

Le Trésor se refuse à opérer la mention du nantissement sur les rentes indisponibles entre les mains de leur titulaire, c'est-à-dire sur les rentes grévées de substitution, affectées à des cautionnements, possédées à titre d'envoi en possession provisoire, et aussi sur les rentes mixtes. (Gorges et Bézard, p. 216). Quand il s'agit de ces dernières, les parties sont obligées de recourir à un transfert de propriété ou d'ordre. Le créancier s'engage par une contre-lettre à rétrocéder le titre après paiement. Ce procédé est dangereux car, on le sait, la contre-lettre n'est pas opposable aux tiers. Le créancier gagiste pourrait consentir des actes de disposition sans que le véritable propriétaire pût intenter de

ce chef aucune action contre les acquéreurs de bonne foi.

Aussi, repoussons-nous la jurisprudence qui a voulu dans tous les cas exiger un transfert de propriété (1).

Le consentement à la vente du titre résulte suffisamment de la mention du nantissement sur le titre et on ne doit recourir au transfert de propriété que quand la loi le prescrit (2), ou quand le transfert de garantie est impossible.

Mais si le transfert de garantie est suffisant ne peut-on pas aller jusqu'à dire qu'il est nécessaire et que la signification au Trésor ne saurait être admise ? C'est l'opi-

1. Voir Paris 4 décembre 1886, D. 88, 1, 145. Paris, 21 mars 1889 D. 89, 2, 61. Conseil d'Etat 2 août 1878. Beauvois, D. 79, 3, 41.

2. La Banque de France, le Crédit Foncier, le Mont-de-Piété de Paris sont soumis en notre matière à une législation spéciale. (Loi du 17 mai 1834 et ordonnance du 15 juin 1834 pour la Banque de France. Ordonnance du 19 juin 1857 article 3, décret du 7 août 1869 pour le Crédit Foncier. Loi du 25 juillet 1891 pour le Mont-de-Piété). D'après ces textes, ces établissements sont autorisés à consentir des prêts sur nos fonds publics. Mais les titres qui leur sont donnés en garantie sont immédiatement transférés à leur nom. L'emprunteur s'oblige à rembourser dans un certain délai les sommes qui lui sont fournies. Il s'oblige de plus à couvrir l'établissement du montant de la baisse qui pourrait se produire dans le cours des titres par lui remis, chaque fois que cette baisse atteindra un certain 0/0. A défaut de paiement, les titres peuvent être vendus sans formalité le lendemain même de l'échéance. A défaut de couverture dans un certain délai, la vente peut avoir lieu après une simple mise en demeure par acte extra-judiciaire.

nion de MM. Baudry et de Loynes qui font remarquer que la signification prévue par l'article 2075 n'est autre chose qu'une opposition puisqu'elle a pour but de prévenir tout paiement au détriment du créancier gagiste. Or, les oppositions sont expressément interdites par les lois de l'an VI et de l'an VII (Baudry et de Loynes, n° 65, p. 43) M. de Bray, (répertoire de droit administratif au mot « dette publique p. 587 n° 214 bis) », se range également à cet avis; « par le fait même, dit-il, qu'aux termes de la loi du 28 floréal an VII, la propriété d'un titre de rente sur l'Etat n'est transmise que par l'effet du transfert opéré sur le grand livre, nous ne croyons pas que le nantissement puisse résulter uniquement de l'accomplissement des formalités prescrites par les articles du Code Civil relatifs au contrat de gage et nous croyons que les créanciers au profit desquels il n'a pas été fait de transfert ne sont pas saisis du nantissement au regard des tiers (1).

Il faut bien dire que reconnaître la nécessité d'un transfert de garantie, c'est écarter la possibilité de concéder un nantissement valable par acte sous seing privé, puisque le Trésor pour inscrire le gage sur le titre exige la produc-

1. En ce sens, Paris 4 décembre 1886. S. 88, 4, 165. Tribunal de la Seine, 29 juin 1893 et 30 novembre 1892. *Gazette des tribunaux* 28 décembre 1892. Voir cependant *contra*, Bavelier n° 48. Buchère p. 62, nos 133 et suivants. Deloison, p. 109 et 110. Tribunal de la Seine, 23 novembre 1892. *Audience* n° 5159. Paris, 26 janvier 1894. D. 94, 2, 215.

tion d'un certificat de propriété quine peut être délivré que si l'acte d'affectation est authentique. Aussi, le Trésor reçoit en fait les significations et refuse alors administrativement de procéder au transfert consenti au mépris du nantissement. Elles doivent être faites entre les mains du conservateur des oppositions. (Loi du 9 juillet 1836, article 13).

Quant aux rentes au porteur, on doit admettre qu'en leur qualité de meubles corporels elles échappent à l'application de l'article 2075 ; c'est l'article 2074 seul qui les régit. Or, si cet article exige pour l'efficacité du nantissement des meubles corporels un acte public ou sous seing privé ayant acquis date certaine, il ne la subordonne à aucune signification ou formalité analogue (1).

Enfin l'article 2076 exige que l'objet donné en gage soit remis entre les mains du créancier gagiste ou d'un tiers chargé de le détenir.

« Dans tous les cas le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties ».

La formalité prescrite par cet article a un double but : elle rend le contrat parfait *inter partes* car le contrat de gage est un contrat réel ; elle avertit les tiers que la chose engagée n'est plus au pouvoir du débiteur, et constitue vis-à-vis d'eux une mesure de publicité.

1. En ce sens Aubry et Rau IV, p. 703 § 432, texte et note 12. Dijon, 18 décembre 1855. D. 56, 2, 185. Alger, 9 juin 1862. D. 65. 1. 55. Lyon, 6 juillet 1889. D. 90, 2, 113.

Elle s'impose dans tous les cas, dit l'article 2076, c'est-à-dire au nantissement des meubles corporels prévu par l'article 2074 et à celui des meubles incorporels prévu par l'article 2075.

M. Colmet de Santerre (VIII n° 302 *bis*) a cependant soutenu que dans ce dernier cas elle ne saurait recevoir son application parce que la détention matérielle d'une créance était impossible ; seule la détention du titre qui constate cette créance est possible et cette détention ne donne pas la détention du droit.

Cette doctrine doit être repoussée selon nous. Elle se heurte aux termes très précis et très généraux de l'article 2076 « *dans tous les cas* ». De plus comme le font justement remarquer MM. Baudry et de Loynes (n° 4, p. 53), la remise du titre dessaisit le débiteur du signe matériel et extérieur de son droit et contribue très efficacement à avertir les tiers (en ce sens Duranton XVIII n° 525, Tro-long n° 277, Aubry et Rau, IV, p. 605 § 432.)

Ainsi donc le nantissement en rentes sur l'Etat qu'elles soient au porteur ou nominatives est soumis à l'article 2076.

Mais sous quelle forme doit se réaliser cette mise en possession ?

Ici nous croyons qu'en ce qui concerne les rentes nominatives une distinction est à faire suivant que leur mise en nantissement a été suivie ou non d'un transfert de garantie.

On a toujours admis que la possession du créancier

ne devait pas être nécessairement matérielle. « Il est de l'essence du contrat » a dit la Cour de Cassation (req. 29 déc. 1875. D. 76. 1. 249) « que la mise en possession du créancier soit un fait apparent, d'une notoriété suffisante pour avertir les tiers que le débiteur est dessaisi et que l'objet engagé ne fait plus partie de son actif libre ; mais la loi n'a pas défini les éléments de cette notoriété de la mise en possession qui par la nature des choses dépend de circonstances variables et complexes et dont par suite l'appréciation appartient souverainement aux juges du fond ».

Or nous estimons que la seule mention du nantissement opérée par le Trésor sur le titre atteint le but de publicité poursuivi par l'article 2076 ; elle suffit à avertir les tiers que la rente ne fait plus partie de l'actif libre de son titulaire. Il importe peu alors que le titre ainsi marqué en quelque sorte, reste en la possession du débiteur.

La mention du nantissement remplit donc à elle seule les conditions de signification et de remise du titre.

Mais, si l'on admet la possibilité du nantissement sans transfert de garantie, et en fait nous avons vu qu'elle l'est, aucune mesure de nature à avertir les tiers n'intervenant, le débiteur devra pour satisfaire à l'article 2076 se dessaisir de son titre soit entre les mains du créancier, soit entre celle du tiers convenu. Il arrive en effet souvent que le titre soit au moment même de la constitution du gage entre les mains d'un tiers simple dépositaire ou usufruitier.

Les parties le désignent alors comme tiers dépositaire du titre, et lui signifient ce choix.

Mais, s'il est inutile que ce tiers soit partie à la convention qui lui confie le gage, la condition prescrite par l'article 2076 ne doit être réputée accomplie que si ce tiers a accepté expressément la mission qui lui est confiée ; ce concours de volonté est absolument nécessaire, pour que le lien juridique existe entre les parties « attendu que s'il s'agit d'un tiers convenu qui n'a pas été partie à l'acte de nantissement il faut son acceptation, personne ne pouvant être investi d'une charge qui engendre des obligations ou des responsabilités en dehors de son contentement, et de sa connaissance ou malgré lui » (Cour de Besançon, 18 décembre 1895. *Audience*, n° 5967) ;

« attendu que le dessaisissement du débiteur et la prise de possession du créancier par lui-même ou par un tiers pour lui sont des éléments essentiels du contrat indispensable notamment pour que le gage ne puisse pas revenir aux mains du débiteur, ou être transmis par lui à d'autres créanciers au mépris des droits du premier gagiste ; que cet effet ne peut se produire entre les mains d'un tiers qui, au moment du contrat, détient déjà pour lui-même ou pour le débiteur, s'il n'est pas informé de l'intervention de son titre de possession et s'il n'a pas accepté formellement les obligations et les responsabilités qui découlent de ce nouvel état de choses ». (Seine, 29 février 1892. *Audience* n° 5146).

A notre avis, l'absence de protestation de la part du

tiers détenteur auquel la signification a été faite est insuffisante pour satisfaire à l'article 2076 (Cour de Paris, 2^e ch. 7 novembre 1894. *Audience* n° 5562).

C'est peut-être à tort cependant que la Cour de Paris par un arrêt du 26 janvier 1894 (*Gazette des Tribunaux*, 13 mai 1894) a fait application de ce principe à des rentes sur l'Etat qui étaient à la Caisse des dépôts et consignations au moment du nantissement. La Caisse avait été choisie comme tiers convenu et signification de ce choix lui avait été faite. La Cour a décidé qu'en l'absence d'acceptation expresse de sa part du mandat qui lui était ainsi conféré, les conditions prescrites par l'article 2076 ne se trouvaient pas remplies.

Or il nous semble qu'ici exceptionnellement, la signification était suffisante puisque, légalement, la Caisse est tenue de conserver pour le compte de qui il appartiendra (V. Baudry et de Loynes, n° 85 p. 60).

La radiation du nantissement est faite sur la production d'un nouveau certificat de propriété visant l'acte de désistement du créancier.

La réalisation du gage s'opère conformément à l'article 2078 du Code civil.

Le créancier non payé à l'échéance devra, après avoir mis en demeure le débiteur, provoquer une décision de justice qui l'autorisera soit à faire réaliser le titre, soit à le garder en libération jusqu'à due concurrence; dans ce

dernier cas c'est la cote officielle qui remplacera l'estimation préalable dont parle l'article 2078 (Cassat., 4 avril 1866. D. 67. 1. 33). Sur la présentation du jugement le Trésor immatriculera l'inscription au nom du créancier gagiste.

Quand le jugement a ordonné la réalisation du titre, il y est procédé par un agent de change ou par un notaire. Le concours de ce dernier est nécessaire quand il s'agit de nue-propriété ou d'usufruit ou quand les titres ne sont pas remis.

Le notaire remet alors au trésor un certificat de propriété qui permet à ce dernier d'opérer la mutation au nom de l'acquéreur quand le titre lui est présenté pour en toucher les arrérages.

Nous avons recherché jusqu'à présent quelles applications comportait le principe d'insaisissabilité tel qu'il est admis par une partie de la jurisprudence judiciaire et par celle du Trésor.

Il nous reste maintenant à indiquer les cas dans lesquels la loi a expressément autorisé l'opposition au Trésor soit en faveur des créanciers, soit en faveur du propriétaire et à décrire la forme de ces oppositions.

DES OPPOSITIONS AUTORISÉES EN FAVEUR DES
CRÉANCIERS. — CAUTIONNEMENT. — COMPTA-
BLES.

Le cautionnement dont il est question ici n'a rien de commun avec la garantie personnelle prévue par l'article 2011. Il s'agit d'une garantie réelle à laquelle sont soumis — certains fonctionnaires et officiers publics en vue de la réparation du préjudice résultant des fautes qu'ils pourraient commettre dans l'exercice de leurs fonctions, — les adjudicataires et entrepreneurs en garantie de l'exécution régulière des marchés passés avec l'Etat.

C'est donc en réalité une sorte de nantissement imposé par la loi à certaines personnes, en faveur du Trésor ou de simples particuliers.

Les différents textes qui ont prévu cette garantie ont déclaré, nous allons voir dans quelle mesure, que les rentes pourraient y être affectées.

Jusqu'en 1816 les cautionnements pouvaient être constitués aussi bien en rentes qu'en immeubles et en numéraire.

Sous la pression de certaines nécessités budgétaires le gouvernement de la Restauration interdit les cautionnements en rentes (loi du 28 avril 1816).

Article 97 : « *La faculté réservée à des fonctionnaires de l'ordre judiciaire, employés des administrations civiles, receveurs des communes et comptables de deniers publics, de fournir tout ou partie de leur cautionnement en rentes sur l'Etat ne sera pas accordée à ceux qui seront nommés à partir de la publication de la présente loi* ».

Mais depuis, cette prohibition a été rapportée dans un très grand nombre de cas.

Une ordonnance du 22 avril 1825 admet les comptables des finances justiciab'les de la Cour des Comptes et sortis de fonctions à convertir en rentes le dernier tiers de leur cautionnement.

Sont également autorisés à constituer leurs cautionnements en rentes sur l'Etat les receveurs des hospices et établissements de bienfaisance (ord. du 6 juin 1830 et 20 nov. 1831), les référendaires au sceau (ord. 31 oct. 1830), les comptables des matières des divers services de la marine (ord. du 23 déc. 1847), les comptables ressortissant du Ministère de la guerre (décret du 18 déc. 1849), les caissiers de caisses d'Epargne (décret du 25 avril 1852, art. 25, et 1^{er} août 1864), les conservateurs des hypothèques (lois du 8 juin 1864 et 22 mai 1873), les comptables du Mont-de-Piété de Paris (décret du 7 fév. 1874), les adjudicataires de travaux, fournitures, exploi-

tations ou fabrications entrepris pour le compte de l'Etat (décret du 18 nov. 1882) ou pour le compte des départements, communes et établissements publics (loi du 28 juillet 1875).

Enfin une loi du 16 septembre 1871, article 29, décide par voie de disposition générale que « *les cautionnements qui, aux termes des lois actuellement en vigueur doivent ou peuvent être constitués en totalité ou en partie, soit en immeubles, soit en rentes françaises d'une nature spéciale, pourront être constitués en rentes françaises de toute nature* » (1).

On reconnaît généralement que le cautionnement en rentes qui n'est encore qu'une exception devrait, à raison des avantages qu'il présente, devenir la règle. En effet, le numéraire impose au Trésor des charges d'intérêts qu'il ne récupère pas toujours par le placement qu'il en fait, les immeubles se vendent difficilement et sont sujets à de grosses dépréciations ; les rentes dont la valeur est relativement stable et la réalisation facile n'entraînent pas les mêmes inconvénients.

Dans le projet de budget de 1883 M. Léon Say avait proposé de substituer les cautionnements en rentes aux cautionnements en numéraire (Voyez projet de budget 83, rapport art. 32 p. 39).

Les rentes de tous les fonds, avons-nous dit, peuvent

1. Par ces mots il faut entendre les rentes de tous les fonds, car le Trésor ne doit pas les rentes au porteur.

être remises en cautionnement à condition qu'elles soient nominatives.

Il n'est pas nécessaire qu'elles appartiennent au fonctionnaire assujetti. Mais le titulaire, quel qu'il soit, doit en avoir la pleine propriété et la libre disposition. C'est ainsi que des rentes inscrites au nom de mineurs, d'interdits, d'absents ne seraient pas acceptées.

L'affectation se réalise par la remise du titre, la mention du cautionnement sur le Grand livre en marge de l'inscription, et la rédaction d'un acte sous seing privé sur papier timbré en autant d'originaux qu'il y a de parties, d'après lequel le titulaire consent à l'aliénation éventuelle de l'inscription et au transfert, au cas où l'intérêt du Trésor ou des tiers qui ont des droits sur le cautionnement l'exigerait.

Cet acte est passé suivant les cas soit par l'agent judiciaire du Trésor, soit par la caisse des dépôts et consignations, soit par les trésoriers payeurs généraux, soit par les directeurs de l'enregistrement et des domaines. (*Instr. gén. des finances* de 1859 art. 1229).

Quand c'est le Trésor qui reçoit le cautionnement il est remis au titulaire un bordereau d'annuel qui lui permet de toucher les arrérages.

La Caisse des dépôts ne délivre qu'un récépissé; elle perçoit elle-même les arrérages et en tient compte au déposant.

Les conséquences de cette affectation sont les mêmes que celles du nantissement; c'est-à-dire que le Trésor ou

les tiers peuvent poursuivre la réalisation de la rente s'ils ont été victimes d'un de ces faits dont le cautionnement garantit précisément la réparation, et pas plus qu'en matière de nantissement cette réalisation n'aura le caractère d'une exécution forcée puisque le titulaire y a donné par avance son adhésion éventuelle.

Mais il faut, à la différence de ce qui a lieu pour les cautionnements en numéraire dénier aux créanciers ordinaires tout droit d'opposition au Trésor, et n'admettre au concours que les seules personnes dans l'intérêt desquelles le cautionnement a été imposé.

Quant au privilège de deuxième ordre établi en faveur des prêteurs et bailleurs de fonds par les lois des 23 nivôse et 25 ventôse an XIII, il n'en saurait être question, puisque si le cautionnement est fourni par un tiers, ce dernier reste titulaire de l'inscription affectée au cautionnement (Toulouse, 11 mars 1885. D. 86. 2. 108).

La réalisation du cautionnement s'opère par les soins de l'agent judiciaire du Trésor autorisé par une décision du Ministre des finances.

Il n'est point besoin d'obtenir comme en matière de nantissement une autorisation préalable de la justice. Le consentement éventuel à la vente donné par le titulaire dans l'acte d'affectation suffit à lui tout seul. C'est comme le fait justement remarquer M. Robin (thèse, p. 120) une dérogation à l'article 2078 du Code civil qui interdit formellement l'usage du pacte comissoire dans les contrats de

gage entre particuliers. Il faut du reste reconnaître que le danger de vente à vil prix auquel il a voulu obvier n'est pas à craindre dans la circonstance.

Mais il va de soi que l'agent judiciaire ne peut en aucun cas agir, avant que la responsabilité du titulaire du cautionnement n'ait été établie soit par un arrêté de débet si c'est vis-à-vis du Trésor qu'elle a été encourue, soit par un jugement s'il s'agit de particuliers.

La désaffectation du cautionnement a lieu quand l'autorité compétente en a prononcé la mainlevée et la restitution en est faite en vertu d'une décision du Ministre des finances.

L'intéressé doit rapporter le bordereau d'annuel et l'acte d'affectation. Un transfert de forme intervient alors et un nouveau titre est délivré au titulaire.

A partir de ce moment les rentes échappent de nouveau à toute opposition des créanciers pour faits de charge.

« Ce transfert en effet » comme le dit Dumesnil (législat. du Trésor, n. 172) « opère une véritable novation, une transformation complète dans la nature du gage, transformation qui a anéanti son existence en même temps que son affectation spéciale. »

Mais, par contre, il faudrait, sans aucun doute, reconnaître la validité d'une opposition faite avant le transfert, alors même que toutes les formalités prescrites pour obtenir la remise du titre auraient été accomplies par le titulaire.

En dehors du cautionnement, l'opposition est encore autorisée exceptionnellement en faveur du Trésor sur les rentes appartenant aux comptables, aux entrepreneurs, fournisseurs et autres reliquataires de deniers publics.

La loi du 8 nivôse an VI, article 4, § 3, dispose en effet que « *les comptables envers la République ne pourront en aucun temps disposer de leurs inscriptions avant l'apurement de leurs comptes, certifié par le bureau de comptabilité, si mieux ils n'aiment fournir caution.* »

L'agent judiciaire du Trésor peut, par application de ce texte, former opposition au transfert des rentes d'un comptable de deniers publics dont les comptes ne sont pas apurés. Un arrêté consulaire du 24 Messidor an XI, article 2, lui donne même le droit de s'opposer au paiement des arrérages lorsque ces comptables ont été constitués en débet.

Le même arrêté du 24 Messidor an XI autorisa le Trésor à se saisir des arrérages des rentes appartenant aux fournisseurs et autres reliquataires de deniers publics qui auront été constitués débiteurs, jusqu'à ce qu'ils se soient libérés de leur débet ou qu'ils aient transféré, jusqu'à due concurrence au profit du Trésor public, la propriété de leurs inscriptions, dans les cas où ce mode de libération est admis par les lois.

OPPOSITION DU PROPRIÉTAIRE. — REVENDICATION DES RENTES.

L'article 7 de la loi du 22 floréal an VII donne au propriétaire de la rente le droit de faire opposition au Trésor (1). Au point de vue de la forme, cette opposition est exactement comparable à celle que feraient des créanciers et présente les mêmes inconvénients ; aussi, la loi de l'an VII a-t-elle cru devoir l'autoriser d'une façon expresse ; mais sa nature juridique est toute différente. Celle-ci intervient pour la sauvegarde d'une créance, celle-là pour la conservation d'un droit de propriété ; l'une est en quelque sorte le prélude d'une saisie, l'autre d'une revendication.

Les droits d'opposition et de revendication ne s'exercent pas de la même façon et ont plus ou moins d'étendue selon la forme des rentes qui en sont l'objet. Aussi distinguerons-nous pour l'étude que nous allons en faire, sui-

1. Article 7. « Il ne sera plus reçu à l'avenir d'opposition au paiement des arrérages de rentes, à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire de l'inscription ».

vant qu'il s'agit de rentes nominatives, au porteur, ou mixtes.

Le rentier qui a été dépossédé d'un titre nominatif a toujours le droit de faire opposition au paiement du capital et des arrérages de la rente. Le décret du 3 messidor an XII articles 2, 3 et 4, lui donne en outre le moyen d'obtenir le remplacement de son titre. Il devra à cet effet faire devant le maire de la commune de son domicile une déclaration de perte en présence de deux témoins qui constateront son individualité. Cette déclaration sera rapportée au Trésor public. Après en avoir fait vérifier la régularité, le ministre autorisera le directeur du Grand livre à débiter le compte de l'inscription perdue et à la porter à compte nouveau par un transfert de forme ; un extrait original de l'inscription de ce nouveau compte sera remis au réclamant. Quant à la revendication, elle peut s'exercer contre tout possesseur, même contre un possesseur au nom duquel la rente serait inscrite sans qu'il soit cependant propriétaire du titre. Mais dans ce dernier cas, le véritable titulaire se heurtera à des difficultés de preuve. L'inscription de rente en effet, qui, aux termes de l'article 6 de la loi du 24 août 1793 est « le titre unique et fondamental des créanciers de la République » a le caractère d'un acte authentique. (Voyez aussi la loi du 14 ventôse an III art. 6, décret du 13 thermidor an XIII, art. 1^{er}). C'est dire que sauf le cas de dol ou de fraude la preuve testimoniale ne saurait être admise contre la mention du nom portée à l'inscription, à moins toutefois qu'il

y ait un commencement de preuve par écrit (1) (v. art. 1347 Code civil).

Cette action en revendication ne se prescrit que par un délai de 30 ans à l'égard des possesseurs de mauvaise foi. Mais, si un titre a acquis le titre de bonne foi et l'a fait transférer en son nom, le véritable propriétaire n'a aucun recours contre lui. Le nouveau titulaire ne peut en effet être responsable du défaut de droits d'un vendeur qu'il ne connaît pas, puisque l'arrêté du 27 prairial an X impose aux agents de change le secret de leurs opérations. Dans la circonstance, le propriétaire n'aura de recours que contre l'agent de change qui par sa certification (art. 16 de l'arrêté de l'an X) s'est porté garant des droits du vendeur.

Les rentes au porteur ne sont susceptibles d'aucune opposition, même au cas de perte ou de vol, par cette raison que le Trésor n'a aucun moyen d'empêcher la transmission des titres qui s'opère sans son concours et sans aucune justification de propriété (*Instruction de la direction du contentieux des finances*, 11 décembre 1879, art. 168). A ses yeux, le détenteur des titres est le propriétaire en vertu de la règle : « En fait de meubles possession vaut titre ». La loi du 15 juin 1872 a du reste confirmé la jurisprudence administrative, en spécifiant à son article

1. Voir Cassation, 19 août 1823. S. 1824. 1. 54. Cassation, 21 juillet 1844, S. 44. 1. 787. Cassation, 16 février 1848. S. 48. 1. 369. Cassation, 13 février 1867. D. 67. 1. 455. Cassation, 20 juin 1876. D. 77. 1. 378. Amiens, 11 mai 1877. D. 78. 2. 218.

16 que les dispositions nouvelles ne seraient pas applicables aux rentes et titres au porteur émis par l'Etat, lesquels continueront à être régis par les lois, décrets et règlements en vigueur. En pratique, pourtant, le Trésor reçoit la déclaration de perte ou de vol du rentier et lui fait connaître le nom et l'adresse de la personne qui s'est présentée pour toucher les arrérages. Mais il n'en résulte pour lui aucune responsabilité (Bavelier rentes sur l'Etat n° 45. Deloison Valeurs mobilières n° 128).

Ce n'est que depuis 1869 (décret du 18 décembre, art. 42) que le Trésor consent au remplacement du titre au porteur perdu ou volé. Aux termes de ce décret, il n'était autorisé qu'à la charge de fournir préalablement un cautionnement en rentes nominatives, pour un temps illimité, d'une valeur égale au montant de l'inscription perdue ou adirée.

L'article 16, alinéa 2, de la loi du 15 juillet 1872, réduisit à 20 ans la durée du cautionnement. Enfin, en vertu d'une décision ministérielle du 8 juillet 1890, le titulaire n'est plus tenu de donner un cautionnement pour le capital de la rente. Il peut demander la conversion du titre adiré en un titre nominatif, et doit alors le laisser pendent 20 ans au Trésor à titre de cautionnement. Il doit en outre fournir une inscription nominative représentant la valeur des arrérages pendant 5 ans.

La revendication des titres au porteur de même que celle des titres nominatifs peut être exercée pendant 30 ans contre les tiers de mauvaise foi. Mais, il n'en va pas

de même contre les tiers de bonne foi que couvre la règle de l'article 2279 « en fait de meubles, possession vaut titre. » Les poursuites ne sont autorisées contre eux que si le titre a été perdu ou volé et ne peuvent s'exercer que pendant un délai de 3 ans (article 2279) encore le propriétaire actuel doit-il rembourser au possesseur actuel du titre le prix qu'il lui a coûté, si ce dernier l'a acheté dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles (article 2280 du code Civil.) On reconnaît généralement que les termes de foires et marché dont se sert l'article 2280 doivent s'appliquer aux bourses et boutiques de changeurs où se négocient d'ordinaire les titres de rentes.

Les rentes mixtes, on le sait, ont la forme de rentes nominatives pour le capital, et de rentes au porteur pour les arrérages. Aussi, le propriétaire n'en peut arrêter que le transfert, les coupons au porteur ne sont susceptibles d'aucune opposition.

Pour obtenir le remplacement du titre, il faut fournir en rentes nominatives un cautionnement égal aux coupons encore attachés. La durée de garantie est de 5 ans pour chaque coupon, à partir de son échéance (article 44 arrêté ministériel du 18 décembre 1869.) Cependant, dans le cas où la partie déclare ne pouvoir fournir le cautionnement exigé, l'article 45 *in fine* de l'arrêté ministériel précité permet d'y suppléer en vertu d'une décision spéciale rendue sur la proposition du directeur de la dette inscrite, de la manière suivante:

1^o En remplacement de l'inscription mixte perdue ou adirée, il est expédié au nom du titulaire deux inscriptions purement nominatives représentant chacune la moitié de celle dont la perte sera certifiée conformément au décret du 3 messidor an XII.

2 L'une de ces coupures est remise à la partie réclamante, l'autre est conservée par le Trésor pour être affectée au cautionnement jusqu'à l'expiration de la 5^e année, à partir de l'échéance du dernier coupon.

Enfin, l'article 38 du même arrêté prévoit le cas où ce sont simplement des coupons d'arrérages qui ont été perdus : « la partie » dit-il « qui a perdu ou adiré des coupons d'arrérages de rentes au porteur peut être autorisée, sur sa demande, à en toucher le montant, moyennant le dépôt préalable d'un cautionnement en rentes nominatives et directes dont la durée est limitée à 5 ans à partir de l'échéance de chaque coupon perdu. »

Mais le cas de perte ou de vol n'est pas le seul où le propriétaire d'une rente soit admis à faire opposition au Trésor.

Une donation en rentes a été faite puis vient à être révoquée, (soit *ipso facto*, soit à la suite d'une action en résolution), pour l'une des causes énumérées à l'article 953 du code Civil. Si le donataire qui par l'effet de la condition résolutoire est censé n'avoir jamais été propriétaire refuse de se dessaisir de la rente, nul doute que le donateur ne puisse faire opposition au transfert et exercer l'action en revendication. Les héritiers réservataires au-

raient le même droit vis-à-vis d'un légataire dont le legs excédant la quotité disponible serait réduit ou pour tout autre cause annulé, après que le transfert aurait été opéré en son nom.

Des oppositions peuvent être également formées sur les rentes des absents, des interdits, de la femme commune en biens par son mari, sur celles du mari par suite de demandes en séparation de corps ou de biens. Ces diverses oppositions ne sont en effet que des revendications de propriété ou des actions en redressement de dol. (Voir Dumesnil et Pallain. Trésor public, p. 127, n° 121)

Enfin, l'administration des finances reçoit les oppositions de personnes qui, comme les tuteurs et administrateurs de biens d'incapables, sans être propriétaires, ont l'exercice du droit de propriété, même quand ces oppositions sont dirigées contre les incapables, pour les empêcher de transférer leurs rentes au mépris des formalités qui leur sont imposées.

DE LA FORME DES OPPOSITIONS ET DES EMPÊCHEMENTS ADMINISTRATIFS

Nous venons de voir dans les deux chapitres précédents que la loi autorise exceptionnellement les oppositions au transfert des rentes ou au paiement de leurs arrérages, tantôt de la part des particuliers, créanciers ou propriétaires, tantôt de la part du Trésor lui-même.

La forme de ces oppositions est réglée par : l'arrêté du 22 vendémiaire an XIII, la loi du 9 juillet 1836, l'arrêté du 28 août 1836, et une instruction de la direction du contentieux des finances du 11 décembre 1879. Elle diffère suivant que les oppositions sont pratiquées par les particuliers ou par le Trésor.

L'opposition faite par un particulier consiste dans un simple acte extra-judiciaire signifié par huissier (Dumesnil et Pallain p. 128, n° 123).

A Paris, elle doit être remise entre les mains du conservateur des oppositions au ministère des finances, lequel donne immédiatement connaissance de cette signification : au Directeur de la dette inscrite s'il s'agit d'un empêche-

ment au transfert d'une rente, au caissier payeur central du Trésor s'il y a lieu d'arrêter le paiement des arrérages.

Les inscriptions frappées d'opposition sont portées sur les états d'arrérages remis au payeur par la Direction de la Dette inscrite, avec les annotations nécessaires pour arrêter le paiement de celles dont le capital et les intérêts seraient également saisis (Loi 9 juillet 1836. art. 13, arrêté 28 août 1836).

Pour les arrérages payables ailleurs qu'à Paris, tant des rentes nominatives directes que des rentes de même nature inscrites aux livres auxiliaires ouverts dans les départements en exécution de la loi du 14 avril 1819, les oppositions ne peuvent être faites qu'aux mains des payeurs chargés de les acquitter (art. 170, de l'Inst. Minist. du 11 sept. 1879).

Enfin, s'il s'agit d'opposition au transfert de rentes départementales, elle doit être notifiée à celui des trésoriers payeurs généraux des finances qui tient le livre auxiliaire où ces rentes sont inscrites (art. 171 de l'Inst. Minist. du 11 sept. 1879).

Les oppositions ainsi reçues n'ont d'effet que pendant cinq années à compter de leur date ; si elles n'ont pas été renouvelées dans ce délai, quels que soient d'ailleurs les actes, traités ou jugements intervenus à leur sujet, elles sont rayées d'office (art. 14, l. 9 juillet 1836).

La mainlevée est amiable ou judiciaire ; la mainlevée amiable ne peut être donnée que par acte notarié, la

mainlevée judiciaire est ordonnée soit par les tribunaux, soit par le président jugeant en référé (Inst. Minist. du 11 sept. 1879, art. 31).

Quant aux oppositions mises par le Trésor lui-même, soit aux transferts d'inscriptions, soit au paiement d'arrérages, elles sont faites par une simple note administrative signée par l'agent judiciaire du Trésor (décis. du 27 Vendémiaire an XIII).

En dehors de ces oppositions, l'arrêté ministériel du 28 août 1836, article 4, autorise le Directeur de la dette inscrite à prendre chaque fois qu'il le juge nécessaire à la garantie du Trésor ou aux intérêts des tiers, une mesure qui, sous le nom d'administrative, a pour effet de suspendre provisoirement le transfert ou le paiement des arrérages.

Il en fait principalement usage dans les circonstances suivantes, indiquées par l'arrêté Ministériel du 18 décembre 1869 aux articles 71 et suiv. :

1^o En cas de perte d'une inscription nominative en attendant que les formalités prescrites pour le remplacement par le décret du 3 Messidor an XII aient été accomplies;

2^o En cas d'erreur matérielle dans les opérations du grand livre, par exemple s'il a été délivrée une inscription, contenant des indications erronées ou formant double emploi ;

3^o Quand un évènement survenu depuis l'immatriculation de la rente doit en faire modifier le libellé, par exemple

si le titulaire qualifié mineur a atteint sa majorité, en cas de mariage, de séparation de biens ;

4° Quand le décès du titulaire est porté à la connaissance de l'administration soit fortuitement, soit par notification.

Tant que le rentier existe, en effet, les arrérages sont payés au porteur de l'extrait d'inscription sans que d'autres justifications puissent être exigées. Ainsi le prescrit l'article 5 de la loi du 22 floréal an VII. Mais quand le titulaire est mort, la présomption de propriété ou de mandat sur laquelle repose la disposition précitée tombe naturellement.

Le Trésor ne sait pas si ceux qui se présentent pour toucher les arrérages ou demander le transfert ont qualité pour le faire, c'est-à-dire s'ils sont les héritiers du *de cujus*. Il est donc justifié à surseoir à tout paiement, tant que ceux-ci n'ont pas donné la preuve de leurs droits par un certificat de propriété.

L'empêchement administratif est levé sans frais et sans délai dès que les ayants-droit se désistent de leur demande ou que la cause qui l'avait rendu nécessaire a disparu.

CONCLUSION

Quelles constatations pouvons-nous⁶ dégager de cette étude, quelles conclusions faut-il en tirer ?

Nous avons d'abord recherché l'exacte portée des lois du 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII, d'où résulte la situation exceptionnelle des rentes sur l'État.

En ont-elles fait, pour des raisons de crédit public, des biens insaisissables placés en dehors du gage général des créanciers, en dérogation de la règle fondamentale posée par les articles 2092 et 2093 du Code civil ?

Ou bien faut-il n'y voir qu'une simple interdiction de pratiquer des oppositions au Trésor dans le but de simplifier la comptabilité, de faciliter la circulation, et, par suite, la diffusion des rentes ?

C'est à cette dernière interprétation que nous nous sommes rangé.

On objectait les paroles de Vernier, nous avons répondu par les termes de la loi.

Nous n'avons pas admis qu'un rapport, au sens d'ailleurs ambigu, si on le prend dans son ensemble, pût prévaloir contre un texte précis et clair, surtout dans une matière d'exception comme la nôtre, où l'interprétation la plus rigoureusement restrictive s'impose.

Nous nous sommes ensuite demandé à laquelle de ces deux théories s'était rangée la jurisprudence.

Nous avons trouvé celle de la Cour de Cassation fermement établie en faveur de la saisissabilité (1); celle des Cours et Tribunaux, bien que divisée encore, tendant cependant d'une façon certaine à renfermer les textes de l'an VI et de l'an VII dans leur sens le plus étroit; celle du Trésor et du Conseil d'État nettement déclarée pour

1. Dans un arrêt de la chambre civile du 23 novembre 1897 (*Gaz. des Trib.*, 26 novembre 1897) la Cour confirme, d'une façon indiscutable, sa jurisprudence antérieure. « Attendu, dit l'arrêt, que du texte des articles 4 de la loi du 8 nivôse an VI, et 7 de la loi du 22 floréal an VII, il résulte que ces articles, en déclarant insaisissable les rentes sur l'État français, ont eu seulement pour objet d'interdire les saisies-arrêts de ces rentes pratiquées entre les mains du Trésor public, mais qu'ils n'empêchent pas les créanciers, conformément au principe fondamental écrit dans les articles 2092 et 2093 du Code civil, de faire ordonner par justice la réalisation à leur profit des rentes que leur débiteur est appelé à recueillir dans une succession, du moment que, comme dans l'espèce, il n'y a pas lieu à saisie entre les mains du Trésor. »

l'insaisissabilité et réglant ainsi la pratique, puisqu'en cette matière ils ont ordinairement le dernier mot (1).

Enfin, nous avons déterminé les conséquences qu'entraînerait l'application rigoureuse de ce principe d'insaisissabilité et critiqué celle qu'en faisaient la plupart de ses partisans.

En effet, que le débiteur soit *integri status* ou en faillite, ou que ses rentes se trouvent dans sa succession, nous avons reconnu qu'il fallait dénier tout droit sur elles à ses créanciers, du moment qu'on admettait que les articles 2092 et 2093 du Code civil ne les atteignaient pas.

Or, beaucoup de décisions judiciaires guidées par des considérations d'équité, ont évité par des motifs dénués de toute valeur juridique certaines conséquences par trop iniques du principe d'insaisissabilité qu'elles persistaient cependant à inscrire en tête de leurs considérants.

Le Trésor lui-même s'est départi de sa rigueur en faveur des créanciers du failli.

La situation actuelle est donc la suivante : entre la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat, conflit très net de jurisprudence ; du côté des Cours et Tribunaux, beaucoup d'hésitations et de divergences avec une tendance marquée cependant à se rallier à la doctrine de la Cour suprême.

1. Voir dans la *Gazette des Tribunaux*, du 21 novembre 1897, une lettre de M. Cochery, ministre des Finances, à M. de Sal, sénateur, qui ne fait que confirmer la jurisprudence du Trésor.

On comprend aisément le trouble qu'apporte un pareil état de choses dans la vie économique d'une nation où les rentes constituent une partie de presque toutes les fortunes, et on ne peut que souhaiter la disparition d'un régime exceptionnel si propre à favoriser les manœuvres des débiteurs de mauvaise foi.

Faut-il donc demander aux Chambres l'abrogation des lois de l'an VI et de l'an VII?

Nous ne le pensons pas, moins pour des raisons de droit que d'opportunité.

Sans doute, selon l'interprétation que nous avons donnée de ces lois, le Parlement pourrait revenir sur une mesure prise uniquement dans l'intérêt de la comptabilité du Trésor et qui, par conséquent, ne doit être assimilée en aucune façon à un contrat souscrit par l'Etat au profit de ses créanciers.

Cependant, si le privilège d'insaisissabilité ne résulte pas de la loi, on peut dire qu'en fait il existe, créé et soutenu par une partie de la jurisprudence.

Dans ces conditions, l'intervention du législateur ressemblerait fort à la violation d'un droit et le pays ne manquerait pas de s'en émouvoir; non que les rentiers attachent une grande valeur à un privilège que la plupart ignorent ou ne voudraient pas opposer, mais parce qu'ils verraient certainement dans cette atteinte un précédent à une violation qui serait bien autrement grave: celle de l'immunité fiscale des rentes.

L'interprétation par voie de jurisprudence est, à notre

avis, le seul moyen auquel il convienne de recourir. La Cour de Cassation a achevé son évolution, l'administration des finances ne pourrait maintenir sa doctrine actuelle si le Conseil d'Etat la condamnait.

C'est donc d'un revirement de jurisprudence de ce Corps qu'il faut attendre la solution de notre question.

Vu par le Président de la thèse ,
CHAVEGRIN

Vu par le Doyen,
GARSONNET

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

EXAMEN DES TEXTES QUI FONT AUX RENTES UNE SITUATION SPÉCIALE AU POINT DE VUE DE LA SAISIE. — DÉTERMINATION DE LEUR PORTÉE, LEUR INTERPRÉTATION PAR LA JURISPRUDENCE.

CHAPITRE I. — <i>Historique</i> . — Insaisissabilité des rentes sous l'ancien régime. — Lois de la période révolutionnaire. — Mesures successives destinées à favoriser la circulation des titres en restreignant le droit d'opposition. — Lois du 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII. — Rapport de Vernier.	5
CHAPITRE II. — <i>Etendue du privilège</i> . — Les lois du 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII s'appliquent à toutes les rentes, quels que soient leur type, leur taux et la forme des titres	11
CHAPITRE III. — <i>Portée du privilège</i>	14
<i>Section 1.</i> — Droit commun des valeurs mobilières. . . .	14
<i>Section 2.</i> — Théorie de l'insaisissabilité. — Arguments invoqués pour la soutenir. — Indication succincte de ses conséquences. — Divergences d'application	17
<i>Section 3.</i> — Les rentes sont saisissables. — L'iniquité des conséquences du précédent système commande une méthode d'interprétation restrictive. — Discussion des textes et documents législatifs. — Question de procé-	
Villeminot	10

dure. — On ne peut prétendre dans la circonstance que la suppression de la procédure entraîne la suppression du droit. — Conséquence de la saisissabilité des rentes	
— Suites de la restriction posée par les lois de l'an VI et de l'an VII entendues comme nous l'avons fait . .	21
CHAPITRE IV. — <i>Histoire et état actuel de la jurisprudence judiciaire.</i> — 1° Jusqu'en 1886; 2° depuis 1886. — Arrêts de Cassation des 2 et 16 juillet 1894. — Conflits de jurisprudence depuis ces deux arrêts	39
CHAPITRE V. — <i>Domaines respectifs des compétences judiciaire et administrative en matière de rentes sur l'Etat.</i> — Justification de la compétence du Conseil d'Etat. — Textes sur lesquels elle repose. — Jurisprudence du Trésor et du Conseil d'Etat.	52

DEUXIÈME PARTIE

CONSÉQUENCES DU PRINCIPE D'INSAISSABILITÉ

CHAPITRE VI. — <i>Limites de l'insaisissabilité.</i> — L'opposition doit être admise chez l'agent de change sur les fonds provenant de l'aliénation de la rente.	65
CHAPITRE VII. — <i>Conséquences de l'insaisissabilité quand le rentier est integri status.</i> — De la saisie-arrêt pratiquée entre les mains des tiers. — Du cas particulier où une saisie-arrêt a été pratiquée entre les mains de Caisses d'épargne ou de Compagnies d'assurances qui se sont imposées par leurs statuts l'obligation de ne remettre à leurs bénéficiaires que des inscriptions de rentes. — De la compensation de l'action Paulienne. — De la cession de biens.	70

CHAPITRE VIII. — <i>Des conséquences de l'insaisissabilité dans la succession du rentier.</i>	77
<i>Section 1.</i> — Des difficultés entre héritiers et légataires, d'une part, créanciers de l'autre	77
<i>Section 2.</i> — Des difficultés entre héritiers et légataires.	87
CHAPITRE IX. — <i>Des conséquences de l'insaisissabilité quand le rentier est en faillite.</i> — Les rentes ne tombent pas sous l'application de l'article 443 du Code de commerce. — Jurisprudence judiciaire. — Jurisprudence administrative. . . ,	91
CHAPITRE X. — <i>Du nantissement en rentes.</i> — Possibilité du nantissement en rentes. — Des nantissements successifs. — De l'application des formalités prescrites par les articles 2074, 2075, 2076 du Code civil. — Radiation. Réalisation.	100

TROISIÈME PARTIE

DES CAS OU L'OPPOSITION AU TRÉSOR EST EXPRESSÉMENT PRÉVUE PAR LA LOI

CHAPITRE XI. — <i>Des oppositions autorisées en faveur des créanciers.</i> — <i>Cautiounnements.</i> — <i>Comptables.</i>	122
CHAPITRE XII. — <i>Oppositions du propriétaire.</i> — <i>Revendication des rentes</i>	129
CHAPITRE XIII. — <i>Forme des oppositions.</i> — <i>Empêchements administratifs</i>	136
CONCLUSION	140

Imprimerie des Écoles, II. JOUYE, 15, rue Racine, Paris.
